

L'AMBASSADEUR ALGÉRIEN À BAMAKO REÇU
PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Une réconciliation au pas de course

PAGE 3



La reprise des contacts officiels, la réouverture des espaces aériens et le retour annoncé de la coopération sécuritaire marquent une nouvelle étape dans les relations entre les deux voisins sahéliens. Derrière cette réconciliation rapide, se dessinent des impératifs stratégiques, sécuritaires et économiques, alors que la menace terroriste continue de peser sur la région.



L'ÉCHO DES
RÉSEAUX SOCIAUX

La figue fait parler

PAGE 15



CRÉSUS

QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

Saïd Chanegriha

«La formation d'élite, un choix stratégique»

PAGE 2



Cartes Visa pour
l'allocation touristique
Les banques sommées
de réduire les délais

PAGE 5



L'Algérie, le partenaire
fiable et engagé
Trois ambassadeurs,
un même message

PAGE 4

Classement FIFA

Les Verts en recul

PAGE 13



MONTÉE DES «ARMÉES TERRORISTES» EN AFRIQUE

Ahmed Attaf sonne l'alerte

PAGE 2



Face à une menace terroriste en mutation, l'Algérie plaide pour une mobilisation africaine globale.

Contribution

La prolifération immobilière à l'épreuve des réseaux d'eau potable et d'assainissement

PAGE 6

CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Mercredi 22 juillet 2026 ■ 11^{ème} année n°2202 ■ Prix 20 DA

SAÏD CHANEGRIHA

«La formation d'élite, un choix stratégique»

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a affirmé que l'investissement dans les compétences constitue une priorité stratégique de l'État.

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, mardi 21 juillet 2026, au siège du ministère de la Défense nationale, une cérémonie en l'honneur des cadettes et cadets de la nation ayant obtenu les meilleurs résultats au baccalauréat, session de juin 2026.

La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables militaires, parmi lesquels le commandant des forces terrestres, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants des forces, le commandant de la Gendarmerie nationale, le commandant de la Garde républicaine, ainsi que des chefs de départements du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP. Des directeurs et responsables des services centraux étaient également présents, aux côtés des familles des élèves distingués. À cette occasion, le général d'Armée a transmis aux lauréats les félicitations du président de la République, chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, saluant les excellents résultats enregistrés par les Écoles des cadets de la nation lors de cette session du baccalauréat. Dans son allocution, il a adressé ses propres félicitations aux cadettes et cadets pour leur réussite dont le taux a atteint 99,11%, tout en mettant en avant



les performances remarquables des cadettes de la nation, qui ont, une nouvelle fois, obtenu un taux de réussite de 100%. «Ces résultats témoignent d'une volonté constante de réussite et d'excellence», a-t-il souligné, saluant les efforts consentis par les élèves, leurs encadreurs et leurs familles.

FORMER LES ÉLITES DE DEMAIN

Le chef d'état-major de l'ANP a également insisté sur l'importance accordée par l'État à la formation des compétences et à la préparation des futures élites nationales. Il a rappelé que cette mission vise à former des cadres hautement qualifiés, dotés d'une soli-

de culture de l'État et d'un profond attachement aux valeurs patriotiques, afin de contribuer au développement du pays et de relever les défis de demain.

Selon lui, les Écoles des cadets de la nation constituent un cadre privilégié pour la formation d'une

élite militaire et scientifique de haut niveau. Ces établissements accueillent chaque année des élèves issus de différentes catégories sociales, sur la base du principe d'égalité des chances et selon des critères de sélection comprenant notamment les résultats sco-

lares, les aptitudes physiques et les capacités psychologiques.

UN ENCADREMENT ET DES MOYENS RENFORCÉS

Le général d'armée a, par ailleurs, affirmé que la haute hiérarchie militaire veille à offrir aux cadettes et cadets les meilleures conditions de formation grâce à des programmes pédagogiques modernes, à des infrastructures adaptées et à un encadrement scientifique et militaire de qualité.

À l'issue de son intervention, le général d'armée, Saïd Chanegriha, a procédé à la remise des distinctions aux cadettes et cadets ayant obtenu les meilleurs résultats au baccalauréat. La cérémonie s'est achevée par les interventions d'une cadette et d'un cadet, qui ont exprimé, au nom de leurs camarades, leur reconnaissance et leur engagement à poursuivre leur parcours avec détermination. Une photo souvenir a ensuite été prise en présence du chef d'état-major de l'ANP, des élèves honorés et de leurs familles.

Saisie de 133 kg de cocaïne

Un réseau criminel composé de six narcotrafiquants a été démantelé et 133 kg de cocaïne ont été saisis lors d'une opération menée par les services de sécurité de l'armée de Blida, relevant de la 1 Région militaire, en coordination avec les services des Douanes algériennes des wilayas de Djelfa et de Laghouat. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, l'opération a été menée le 20 juillet 2026 à la suite de l'exploitation de renseignements, dans le cadre des efforts de lutte contre la criminalité organisée transfrontalière. Les forces de sécurité ont également récupéré un véhicule de tourisme ainsi que plusieurs téléphones portables appartenant aux membres présumés du réseau. Le ministère a souligné que cette opération intervient grâce à la coordination entre les différents services de sécurité engagés dans la lutte contre les réseaux criminels et le trafic de stupéfiants.

R. N.

MONTÉE DES «ARMÉES TERRORISTES» EN AFRIQUE Ahmed Attaf sonne l'alerte

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a affirmé, hier, que la menace terroriste en Afrique a profondément évolué. Elle est passée de phénomènes isolés à des groupes «fortement organisés et lourdement armés, pouvant être assimilés à de véritables armées terroristes», a-t-il relevé. A cet égard, il a appelé à la mise en place d'une réponse continentale fondée sur la coordination, la complémentarité des efforts et une approche globale.

Intervenant par visioconférence lors de la réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, tenue en Ouganda et consacrée à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, Ahmed Attaf a souligné l'urgence d'une mobilisation collective face à une menace qui constitue, désormais, un défi majeur pour la stabilité du continent.

Le ministre a relevé que les données disponibles témoignent

de l'ampleur de la situation, rappelant que plus de 17.000 Africains perdent chaque année la vie dans des attaques terroristes, soit une moyenne de 46 victimes par jour. Il a également indiqué que l'Afrique concentre aujourd'hui plus de 70% des décès liés au terrorisme à l'échelle mondiale.

Selon Ahmed Attaf, les répercussions du terrorisme dépassent largement le cadre sécuritaire. Elles se traduisent par l'affaiblissement des institutions étatiques, la prise de contrôle de certains territoires et l'assujettissement des populations vulnérables, contraignant de nombreux civils à choisir entre la soumission aux groupes terroristes et le déplacement forcé.

QUATRE AXES PRIORITAIRES

Pour faire face à cette évolution de la menace, le chef de la diplomatie algérienne a présenté quatre axes prioritaires.

Le premier porte sur le renforcement du cadre institutionnel et juridique continental. Dans ce

contexte, l'Algérie a réaffirmé son soutien au nouveau plan d'action stratégique de l'Union africaine contre le terrorisme, saluant les efforts engagés lors du sommet extraordinaire de Malabo qui a contribué à poser les fondements de cette initiative, conformément aux recommandations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de «coordinateur de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent».

Le deuxième axe concerne le développement des capacités opérationnelles de l'Union africaine, notamment celles de la Force africaine en attente et de ses composantes régionales. Aussi, a-t-il insisté sur l'importance de garantir des mécanismes de financement durables, prévisibles et adaptés aux besoins des opérations de soutien à la paix, particulièrement face à la mobilité transfrontalière des groupes terroristes.

Le troisième axe repose sur une approche globale intégrant la lutte contre les causes profondes du terrorisme. Le ministre a mis

en garde contre l'exploitation croissante des technologies émergentes, des plateformes numériques et des réseaux financiers sophistiqués par les organisations terroristes. Il a appelé à renforcer la gouvernance, promouvoir un développement inclusif et élargir les perspectives offertes aux jeunes, rappelant que «la sécurité et le développement doivent aller de pair».

Le quatrième axe vise à consolider les partenariats internationaux, notamment avec les Nations unies. Sur ce point, le chef de la diplomatie algérienne a appelé le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à contribuer activement à la mise en œuvre de la déclaration adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en janvier 2025 sous la présidence algérienne. Il a également proposé l'élaboration de recommandations concrètes destinées à enrichir le prochain rapport du secrétaire général des Nations unies sur la coopération avec l'Union africaine dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

LE SAHEL, PRINCIPAL FOYER DE TENSIONS

Le ministre a particulièrement insisté sur la situation dans la région du Sahel, où les groupes terroristes ont considérablement accru l'ampleur, la fréquence et la sophistication de leurs attaques. Profitant de la fragilité des frontières et de leurs connexions avec la criminalité organisée transnationale, ces groupes représentent une menace croissante pour la sécurité régionale et internationale.

En conclusion, Ahmed Attaf a affirmé que «l'Afrique n'acceptera jamais que son avenir demeure pris en otage par le terrorisme». Il a exprimé la confiance de l'Algérie dans la capacité collective des États africains à inverser cette dynamique grâce au renforcement des institutions, à la mobilisation des ressources nécessaires, au traitement des causes profondes du terrorisme et au développement de partenariats renforcés, afin de bâtir «une Afrique plus sûre, plus stable et plus prospère».

Synthèse Smail Rouha

L'AMBASSADEUR ALGÉRIEN À BAMAKO REÇU PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Une réconciliation au pas de course

La reprise des contacts officiels, la réouverture des espaces aériens et le retour annoncé de la coopération sécuritaire marquent une nouvelle étape dans les relations entre les deux voisins sahéliens. Derrière cette réconciliation rapide se dessinent des impératifs stratégiques, sécuritaires et économiques, alors que la menace terroriste continue de peser sur la région.

L'annonce, le 10 juillet dernier, de mesures de rapprochement entre l'Algérie et le Mali, notamment la réouverture de l'espace aérien national à l'ensemble des aéronefs civils et militaires assurant des vols en provenance ou à destination de deux pays, ainsi que le retour des ambassadeurs respectifs, a précipité le retour à une réconciliation après de longs mois d'une brouille diplomatique inédite et particulièrement glaciale. Celle-ci s'est matérialisée par le retour immédiat des ambassadeurs respectifs et la réouverture croisée des espaces aériens aux aéronefs civils et militaires.

Le plus difficile commence désormais : il appartient aux diplomates et aux états-majors des deux pays de traduire ce communiqué en actes concrets sur le terrain, afin que cette réconciliation au pas de course ne soit pas seulement un cessez-le-feu diplomatique, mais le moteur d'une stabilité durable pour les deux pays voisins.

Ainsi, l'Algérie et le Mali sont passés à une nouvelle étape, celle de la realpolitik.

LE RETOUR DU DIALOGUE DIPLOMATIQUE

Lundi dernier, le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a reçu l'ambassadeur algérien Kamel Retieb. Selon un bref communiqué du ministère malien des Affaires étrangères, cette «visite de courtoisie» s'inscrit dans le cadre des efforts visant à «relancer» et à «renforcer les relations de coopération et d'amitié» entre le Mali et l'Algérie.

Il s'agit de la première rencontre entre des responsables officiels des deux pays depuis la fin de la rupture diplomatique, qui a duré près de quatorze mois. Les deux pays ont souffert de cette absence de contacts diplomatiques et sécuritaires pourtant indispensables en cette période de menaces terroristes qui embrasent la région.

UN IMPÉRATIF SÉCURITAIRE COMMUN

L'absence de coopération militaire et de partage de renseignements entre les deux



armées a créé un vide sécuritaire préjudiciable. Le contexte sécuritaire malien pourrait, toutefois, peser dans la balance.

Après la chute de Kidal fin avril 2026 face à une coalition entre les rebelles du FLA et les groupes armés du JNIM, puis une nouvelle attaque à Anéfis début juillet, Bamako se serait retrouvé dans une situation de dépendance accrue vis-à-vis d'Alger sur le plan sécuritaire. Une configuration qui réduit sa marge de manœuvre.

Face à la persistance de la menace, Bamako et Alger ont compris qu'aucun des deux pays ne pouvait stabiliser sa frontière sans l'aide de l'autre. Le retour de la coopération militaire apparaît ainsi comme un élément déterminant pour la sécurité du Sahara et du Sahel.

DES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES CONVERGENTS

Pour l'Algérie, la possibilité de survoler le Mali redonne à son aviation militaire et civile une capacité de projection accrue vers le reste du continent africain.

Pour le Mali, pays enclavé, l'accès à l'espace aérien algérien constitue un atout

logistique et commercial crucial. La fermeture des espaces aériens avait fortement compliqué l'approvisionnement du pays et pénalisé les échanges. Le retour des liaisons directes est donc accueilli comme un véritable soulagement.

UNE FRONTIÈRE DEVENUE UNE ZONE DE VULNÉRABILITÉ

La rupture entre les deux pays, intervenue en avril 2025, avait créé une zone grise sécuritaire de près de 1 400 km de frontière commune. Les groupes armés en ont profité pour étendre leur emprise, transformant cette zone en véritable sanctuaire terroriste. Les populations frontalières, prises en étau, en ont payé le prix fort, avec des villages entiers désertés.

Derrière cette annonce se cache un calcul stratégique des deux côtés. Pour le Mali, affaibli par le départ de la Minusma, l'Algérie demeure un partenaire incontournable dans la lutte contre le terrorisme. Alger, de son côté, ne peut se permettre d'avoir un voisin instable alors que les groupes armés menacent directement ses intérêts dans le sud du pays.

LE POIDS DES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET HUMAINS

Sur le plan économique, certains observateurs soulignent également le coût de cette crise diplomatique : l'Algérie aurait perdu près de 300 millions de dollars d'échanges commerciaux, tandis que le Mali aurait souffert de l'absence de certains partenariats économiques, notamment dans le domaine énergétique. Pour les Maliens établis en Algérie, estimés à près de 100 000 personnes, cette annonce signifie enfin la possibilité de retrouvailles familiales et d'une reprise des déplacements facilités.

VERS UNE NOUVELLE CONFIGURATION RÉGIONALE

Ce rapprochement intervient à un moment charnière. Alors que les Forces armées maliennes enregistrent des avancées militaires dans le nord avec l'appui russe, la réouverture de la frontière algérienne pourrait permettre un meilleur encerclement stratégique des groupes armés. Une chose est certaine : dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, aucun pays ne peut se permettre d'isoler durablement son voisin.

LE CIEL ROUVERT AUX ÉCHANGES

Cette réconciliation officiellement actée soulage également les compagnies aériennes reliant l'Europe à l'Afrique de l'Ouest. La réouverture réciproque des espaces aériens permet de rétablir des routes plus directes, sans détours coûteux par le Maroc ou la Mauritanie. Une évolution réduisant l'«importance» du voisin de l'Ouest dans le réseau aérien international.

Avec ce rapprochement, les compagnies aériennes peuvent de nouveau emprunter des corridors plus courts sur l'axe Europe-Afrique de l'Ouest, passant par l'Algérie et le Mali. Air Algérie est directement concernée. La compagnie nationale considère la réouverture de l'espace aérien malien comme une opportunité de renforcer ses liaisons vers l'Afrique de l'Ouest, notamment vers Bamako et les capitales voisines, en rétablissant des corridors aériens plus efficaces.

H. Adryen

MADRID, BERLIN, ROME, SARAJÉVO ET AUTRES

Tous les pipelines partent d'Alger

Si la formule «tous les pipelines partent d'Alger» peut faire sourire, elle reflète une réalité géopolitique et énergétique bien précise. L'Algérie est l'un des principaux piliers de l'approvisionnement énergétique du Vieux Continent. La dernière preuve vient de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Lors d'une réunion en visioconférence entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et de l'Industrie de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Vedran Lakić, il a été question, notamment, de l'ouverture de nouveaux canaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) vers la Fédération de Bosnie-Herzégovine. En somme, il s'agit de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) et en gaz de pétrole liquéfié (GPL), l'exportation de

pétrole brut pour répondre aux besoins croissants du marché bosnien, et de l'industrie des engrais, en particulier l'ammoniaque et l'urée, ainsi que les opportunités de coopération dans les industries liées au secteur des hydrocarbures, notamment la fabrication d'équipements et de pièces de rechange. Au-delà des échanges commerciaux, Alger et Sarajevo souhaitent promouvoir une coopération basée sur le transfert de technologies, le partage d'expertises et la mise en place de programmes de formation spécialisée. Une orientation qui vise à renforcer les capacités industrielles des deux pays et à favoriser l'émergence de projets communs à forte valeur ajoutée. Dans ce cadre, les perspectives de coopération entre le groupe Sonatrach et les opérateurs bosniens, notamment Energoinvest et la



compagnie bosnienne des hydrocarbures, ont occupé une place importante dans les discussions.

Les deux responsables ont évoqué la possibilité d'élargir les partenariats dans plusieurs domaines liés à l'industrie énergétique, allant de l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures aux industries de transformation et de valorisation des

ressources naturelles. Intervenant lors de cette réunion, Mohamed Arkab a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à accompagner le développement d'une coopération renforcée avec la Bosnie-Herzégovine, en mettant à profit son expérience dans l'industrie pétrolière et gazière. De son côté, Vedran Lakić a salué le niveau des relations entre l'Algérie et la Bos-

nie-Herzégovine, exprimant l'engagement de son pays à approfondir la coopération dans les secteurs du pétrole, du gaz et des engrais. Le responsable bosnien a également encouragé une plus grande présence des entreprises de son pays sur le marché algérien, estimant que les opportunités existantes offrent un cadre favorable au développement d'un partenariat économique durable. Cette rencontre intervient dans un contexte marqué par une dynamique positive dans les relations algéro-bosniennes, renforcée par les contacts de haut niveau entre les responsables des deux pays. Elle confirme la volonté des deux parties d'explorer de nouveaux axes de coopération et de faire du secteur énergétique un levier essentiel du rapprochement économique bilatéral.

R. N.

TROIS AMBASSADEURS, UN MÊME MESSAGE

L'Algérie, un partenaire fiable et engagé

Les ambassadeurs sortants mettent en avant la profondeur des relations avec l'Algérie et les perspectives prometteuses de leur développement.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, 3 ambassadeurs accrédités en Algérie venus lui rendre une visite d'adieu à l'occasion de la fin de leurs missions diplomatiques. Il s'agit de l'ambassadrice du Royaume de Norvège, Mme Therese H. Lokken Gheziel, de l'ambassadeur de Colombie, M. José Antonio Solarte Gómez, et de l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, Tran Quoc Khanh. Ces audiences, qui se sont déroulées en présence de Brahim Merad, ministre d'État chargé de l'Inspection générale des services de l'État et des collectivités locales, ainsi que d'Amar Abba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques, s'inscrivent dans le cadre des usages diplomatiques marquant la fin de mission des représentants étrangers accrédités en Algérie.

VERS UN NOUVEL ÉLAN

À l'issue de son entretien avec le chef de l'État, l'ambassadeur colombien José Antonio Solarte Gómez a salué la profondeur des relations entre l'Algérie et la Colombie, soulignant la nécessité de poursuivre leur consolidation au bénéfice des deux peuples.

Qualifiant sa rencontre avec le président Tebboune de «moment sincère dans tous les sens du terme», le diplomate colombien a indiqué avoir pris congé du chef de l'État dans «un esprit de confiance, d'amitié et de solidarité». Il a souligné que les deux pays sont liés par des relations «profondes et solides», fondées notamment sur des éléments communs tels que l'histoire, la culture et une volonté partagée de développer davantage leur coopération.



José Antonio Solarte Gómez a insisté sur l'importance de préserver la dynamique actuelle des relations bilatérales et d'explorer de nouveaux domaines de partenariat, notamment par l'élargissement des secteurs de coopération économique et politique.

UN AVENIR PROMETTEUR

De son côté, l'ambassadrice de Norvège en Algérie, Mme Therese Lokken Gheziel, a mis en avant la qualité des relations algéro-norvégiennes, qu'elle a qualifiées de «dynamiques et positives», fondées sur le dialogue, le respect mutuel et la confiance.

La diplomate norvégienne a particulièrement souligné l'importance du secteur énergétique dans les relations entre Alger

et Oslo, rappelant les liens solides établis entre les entreprises des deux pays, notamment entre le groupe norvégien Equinor et le groupe Sonatrach. Elle a estimé que cette coopération constitue une base importante pour développer de nouveaux projets communs, tout en évoquant les perspectives d'élargissement du partenariat à d'autres domaines, notamment la transition énergétique, la lutte contre les changements climatiques, les technologies numériques, le commerce et l'investissement.

Mme Lokken Gheziel a également relevé la convergence de vues entre les deux pays sur plusieurs questions internationales, notamment leur attachement au respect du droit international et à la recherche de solutions politiques durables aux crises.

Elle a cité, à ce titre, la question palestinienne, appelant à privilégier les voies du dialogue et du droit international.

Au terme de sa mission en Algérie, elle a exprimé sa reconnaissance pour «l'amitié, l'accueil et l'esprit de coopération» dont elle a bénéficié durant son séjour, affirmant quitter le pays avec un profond attachement.

UNE CONFIANCE DURABLE AU FIL DES DÉCENNIES

L'ambassadeur du Vietnam en Algérie, Tran Quoc Khanh, a, pour sa part, mis en avant les avancées enregistrées dans les relations historiques entre Alger et Hanoï, qu'il a qualifiées de «fraternelles» et fondées sur une confiance solide.

Le diplomate vietnamien a relevé «le grand progrès» accompli dans les relations bilatérales ces dernières années, soulignant la profondeur des liens qui unissent les deux pays depuis plusieurs décennies.

Il a indiqué que sa rencontre avec le président Tebboune a également été l'occasion de présenter ses vœux de prospérité et de développement à l'Algérie, ainsi que de bien-être au peuple algérien.

Tran Quoc Khanh a exprimé son attachement particulier à l'Algérie au terme de sa mission diplomatique, affirmant que son départ ne constituait pas une rupture avec le pays, mais qu'une partie de son cœur et de son âme resterait attachée à cette terre.

À travers ces rencontres, l'Algérie confirme sa volonté de maintenir et d'approfondir ses relations avec ses partenaires internationaux, en s'appuyant sur une diplomatie fondée sur le dialogue, la coopération et la défense des intérêts communs.

A. M.

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Alger dévoile son savoir-faire à l'ONU

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabeï, a pris part à New York, aux États-Unis, à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée à l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du «Nouveau programme pour les villes». Cette participation traduit l'engagement de l'Algérie à accompagner les initiatives internationales liées au développement urbain durable et à contribuer aux réflexions sur l'avenir des villes face aux nouveaux défis en matière d'aménagement, de modernisation et de gestion urbaine. Selon les services de la wilaya d'Alger, cette rencontre a également constitué une occasion de mettre en avant l'expérience algérienne dans le domaine de la planification urbaine et de la transformation des villes, notamment à travers les grands projets engagés pour le développement et la modernisation de la capitale. Les travaux de cette réunion ont réuni des représentants des États membres des Nations unies, des organismes onusiens ainsi que des organisations non gouvernementales actives dans le domaine du développement durable. Les participants ont examiné le bilan mondial de l'application du Nouveau programme pour les villes depuis son adoption, en vue de préparer les prochaines étapes de l'action internationale dans le domaine de l'urbanisme durable et du développement des territoires.

ALGER-HANOÏ

Un héritage de lutte

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a reçu, hier, à Alger, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie, Tran Quoc Khanh, dans le cadre d'une visite d'adieu marquant la fin de sa mission diplomatique. Cette rencontre a été l'occasion de mettre en avant la profondeur des relations historiques qui unissent l'Algérie et le Vietnam, fondées sur un héritage commun marqué par les luttes pour l'indépendance et la souveraineté.

Lors de cette audience, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit a salué «la profondeur des relations fraternelles et historiques» entre les deux peuples, rappelant le legs de la lutte commune contre le colonialisme ainsi que l'attachement partagé aux valeurs de liberté et d'indépendance. Les relations algéro-vietnamiennes occupent une place particulière



dans l'histoire diplomatique de l'Algérie. Les deux pays ont développé des liens de solidarité durant leurs combats respectifs pour la libération nationale, une proximité qui s'est poursuivie après l'indépendance de l'Algérie en 1962. Le secteur des moudjahidine et des ayants droit joue un rôle important dans la préservation de cette mémoire commune, notamment à travers les échanges consacrés à l'histoire des mouvements de libération et aux expériences des deux

peuples. Abdelmalek Tacherift a également exprimé sa reconnaissance à l'ambassadeur vietnamien pour les efforts déployés durant son mandat afin de contribuer au renforcement des relations d'amitié et de coopération entre Alger et Hanoï. La coopération entre les deux pays s'est développée dans plusieurs domaines, notamment économique, culturel, scientifique et institutionnel. Les échanges bilatéraux sont également soutenus par les mécanismes de concertation

établis entre les deux gouvernements. De son côté, l'ambassadeur Tran Quoc Khanh a salué l'accompagnement assuré par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit dans le rapprochement entre les deux pays, affirmant quitter l'Algérie avec la conviction que les relations algéro-vietnamiennes continueront de se développer et de se renforcer. Le diplomate vietnamien a également exprimé sa satisfaction quant aux liens humains et professionnels établis durant son séjour en Algérie, témoignant de la qualité des relations entre les deux peuples.

À l'issue de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les efforts communs visant à consolider les relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et le Vietnam, en s'appuyant sur leur histoire commune et sur leurs intérêts partagés.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CARTES VISA POUR L'ALLOCATION TOURISTIQUE

Les banques sommées de réduire les délais

Un enjeu majeur pour assurer la mise en œuvre de la nouvelle formule de l'allocation touristique.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Lamine Lebbou, a tenu, lundi, une réunion avec les responsables des banques au siège de la Banque d'Algérie. Lors de cette rencontre, il a instruit les responsables des établissements bancaires de prendre les mesures nécessaires afin de faciliter la délivrance des cartes de paiement internationales aux citoyens souhaitant bénéficier du droit de change destiné aux voyages à l'étranger.

Cette instruction vise à appliquer efficacement la nouvelle réglementation régissant l'allocation touristique et à lever les goulots d'étranglement constatés au niveau des guichets.

L'enjeu est de réduire au maximum les délais de fabrication et de remise des cartes internationales afin de ne pas bloquer les départs en vacances. La nouvelle instruction demande ainsi aux banques algériennes d'accorder une attention particulière au traitement des demandes liées aux cartes de paiement internationales.

L'objectif est de réduire les contraintes administratives pour les citoyens souhaitant bénéficier de leur allocation touristique. Dans un communiqué, la Banque d'Algérie a précisé que les démarches doivent être facilitées pour les citoyens souhaitant exercer ce droit de change.



Les banques jouent un rôle central dans ce dispositif puisqu'elles assurent notamment l'accompagnement des clients et la mise à disposition des moyens de paiement adaptés. La généralisation progressive des cartes internationales s'inscrit dans une volonté de renforcer la traçabilité des opérations de paiement et de proposer une solution bancaire moderne aux voyageurs.

ÉVOLUTION DANS LA GESTION DE L'ALLOCATION

Cette réunion intervient après la décision du président de la République, Abdel-

madjid Tebboune, de modifier le mode de versement de l'allocation touristique, désormais accordée uniquement aux détenteurs d'une carte de paiement internationale.

L'objectif est à la fois de moderniser les flux financiers en généralisant les moyens de paiement électroniques et de lutter contre la fraude ainsi que le marché informel lié au change de devises.

Cette décision s'inscrit également dans la volonté de préserver les deniers publics et de veiller à ce que les avantages accordés par l'État bénéficient réellement à leurs

ayants droit, après les dérives constatées ayant entraîné une importante sortie de devises sans que les personnes concernées ne profitent effectivement de l'allocation touristique.

UN DÉFI LOGISTIQUE

Entrée en vigueur à la mi-juillet 2026, sans période de transition préalable, cette nouvelle directive met fin au retrait physique des devises en espèces pour les voyages à l'étranger. Elle rend ainsi les cartes Visa et Mastercard indispensables pour percevoir l'allocation touristique.

Cette mesure a provoqué un afflux massif de clients dans les banques, entraînant une forte pression sur les agences bancaires. Pour répondre à cette situation et rassurer les voyageurs, les instructions du gouverneur de la Banque d'Algérie imposent, désormais, une démarche claire aux banques commerciales.

L'enjeu est d'écourter au maximum les délais de fabrication et de remise des cartes internationales afin de ne pas pénaliser les départs en vacances.

La Banque d'Algérie n'a, toutefois, fourni aucun détail concernant les délais de délivrance de ces cartes ni les montants nécessaires à l'ouverture d'un compte en devises auprès d'une banque algérienne. Les modalités pratiques d'obtention des cartes et les procédures appliquées par chaque établissement bancaire devraient être précisées par les banques concernées dans le cadre de la mise en œuvre de ces nouvelles instructions.

S. Smati

COTISATION SOCIALES

La Cnas interpelle les employeurs



Les organismes de la Sécurité sociale, en coordination avec l'Inspection du travail et sous la supervision du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ont lancé une campagne nationale d'information et de sensibilisation, organisée du 19 au 26 juillet, afin d'encourager les

employeurs à déclarer leurs salariés auprès des organismes de Sécurité sociale et de lutter contre le phénomène du travail non déclaré.

Placée sous le slogan : «La déclaration des travailleurs à la Sécurité sociale est une obligation légale et la consécration d'un droit constitutionnel», cette initiative vise à promouvoir une culture de conformité à la législation sociale, à élargir la couverture sociale des travailleurs et à consolider les mécanismes de protection prévus par le système national de Sécurité sociale.

LES EMPLOIS SAISONNIERS CIBLÉS

Cette campagne s'adresse à l'ensemble des employeurs, quels que soient leur secteur d'activité ou la taille de leur entreprise. Une attention particulière est, toutefois, accordée aux activités qui

connaissent un recours accru à la main-d'œuvre saisonnière durant la période estivale, notamment dans les secteurs des services, du commerce, du tourisme et du bâtiment.

L'objectif est d'inciter les employeurs à déclarer l'ensemble de leurs travailleurs afin de leur permettre de bénéficier des différentes prestations offertes par la Sécurité sociale, notamment la couverture contre les accidents du travail, les indemnités journalières, les prestations en nature ainsi que les droits à la retraite.

Les organisateurs rappellent que le travail non déclaré prive les salariés de leurs droits fondamentaux, tout en fragilisant l'équilibre du système de protection sociale et les ressources destinées au financement des prestations.

Dans un rappel adressé aux employeurs, la Cnas souligne que

tout travailleur doit être déclaré, quelle que soit sa nationalité, dès lors qu'il exerce une activité salariée ou assimilée. Cette obligation s'applique indépendamment du montant ou de la nature de la rémunération, ainsi que de la forme, de la durée ou de la nature du contrat ou de la relation de travail. Elle concerne également les employés à temps plein, à temps partiel ou les travailleurs occasionnels.

Cette déclaration doit être effectuée dans un délai de dix jours suivant le recrutement, conformément à la réglementation en vigueur. Elle garantit aux salariés une protection sociale et permet aux employeurs d'éviter les sanctions liées au non-respect de leurs obligations.

PROMOUVOIR LA PROTECTION SOCIALE

À l'occasion du lancement de

cette campagne, une rencontre d'information a été organisée à Alger afin de présenter les différentes mesures mises en œuvre pour élargir la protection sociale au profit des citoyens, y compris les membres de la communauté nationale établie à l'étranger.

Cette rencontre a permis d'échanger sur les enjeux liés à la déclaration des travailleurs, à la lutte contre le travail informel ainsi qu'à la nécessité de renforcer les actions de proximité auprès des employeurs afin d'améliorer le taux de déclaration.

Les participants ont notamment insisté sur le fait que la protection sociale constitue aujourd'hui un pilier du développement économique et de la cohésion sociale, appelant à une mobilisation collective pour garantir le respect des droits des travailleurs.

I.Khermane

SÉCURITÉ SOCIALE 2.0

Simplification des démarches

Dans le cadre de la modernisation du système algérien de sécurité sociale, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) poursuit

sa transformation numérique à travers le développement de sa plateforme digitale, destinée à simplifier les démarches administratives des employeurs.

Parmi les nouvelles solutions mises en place, figure la généralisation du prélèvement automatique des cotisations sociales, permettant aux employeurs de mandater leur banque pour effectuer les paiements à échéance. Ce dispositif contribue à sécuriser les transactions, à réduire les erreurs et à limiter les déplacements auprès des structures de la Cnas.

La plateforme numérique propose également plusieurs services dématérialisés, notamment la déclaration des salaires et des mouvements des travailleurs, les déclarations annuelles des cotisations, la déclaration des accidents du travail, les demandes d'affiliation et le téléchargement des attestations de mise à jour.

Cette démarche s'inscrit dans la stratégie nationale de transition numérique visant à améliorer la qualité des services publics, à renforcer la transparence et à rapprocher l'administration des usagers.

La Cnas étend également ses services numériques aux ressortissants algériens établis à l'étranger, qui peuvent désormais adhérer volontairement au système de sécurité sociale et régler leurs cotisations en ligne par carte bancaire internationale.

À travers des actions d'information, de formation et d'accompagnement, la Cnas œuvre à favoriser l'adoption de ces outils numériques et à construire une administration plus accessible, efficace et moderne.

I.K.

LA PROLIFÉRATION IMMOBILIÈRE À L'ÉPREUVE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

1re partie

LE PARADOXE DE L'EAU : PRODUIRE PLUS NE SUFFIT PLUS QUAND LES RÉSEAUX NE SUIVENT PAS

Produire davantage d'eau ne suffit plus. C'est le constat, presque à contre-courant du discours officiel sur les grands succès du dessalement, que dressent aujourd'hui les spécialistes du secteur de l'hydraulique. Depuis 2021, l'État algérien a engagé un effort sans précédent pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable du pays. Pas moins de huit usines de dessalement ont été livrées entre 2021 et 2025, portant la capacité installée nationale à environ 3,8 millions de mètres cubes par jour. L'ambition est claire : atteindre 5,3 à 5,8 millions de m³ par jour à l'horizon 2030 afin de couvrir près de 60% des besoins nationaux grâce au seul dessalement d'eau de mer, pour un investissement de plus de 8 milliards de dollars.

Mais cet effort colossal en amont, dans la production, se heurte en aval à une réalité plus prosaïque et nettement moins médiatisée : le service rendu au robinet des ménages se dégrade. Le taux de desserte en continu, 24 heures sur 24, est passé de 40% en 2018 à moins de 25% en 2024. Le taux de desserte quotidienne, tous régimes de distribution confondus, est retombé de 38% à moins de

33% sur la même période. Ce recul ne s'explique pas par un manque de ressources produites. Il s'explique par des réseaux de distribution saturés, sous l'effet d'une densification immobilière que rien, dans les textes actuels, ne vient réellement encadrer sur le plan hydraulique.

UNE URBANISATION VERTICALE SUR DES RÉSEAUX RESTÉS HORIZONTAUX

Le phénomène est visible à l'œil nu dans les grandes wilayas du pays. À Alger, Oran, Constantine, Annaba, Blida ou Sétif, les projets immobiliers se multiplient à un rythme soutenu pour répondre à une demande sociale qui ne faiblit pas, malgré la rareté du foncier disponible. Plus de 600 000 logements promotionnels collectifs y ont été livrés de 2015 à 2023, avec une proportion croissante d'immeubles de quatre étages et plus, ce qui représente désormais environ

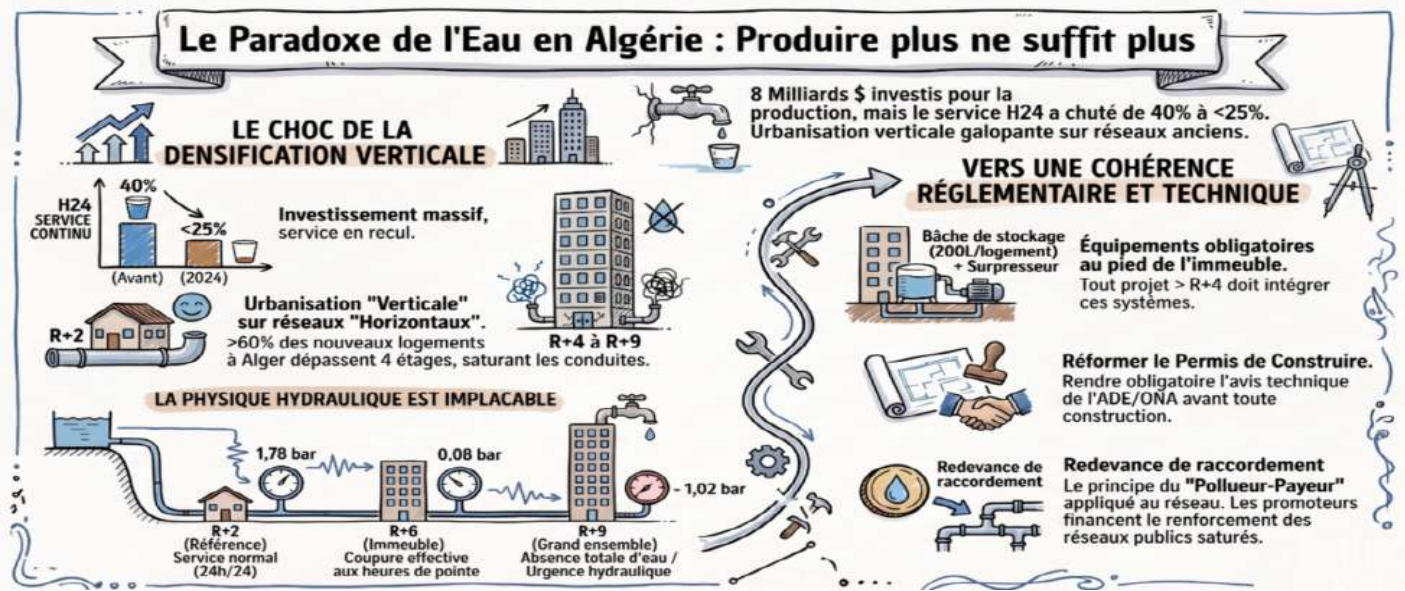
60% des nouvelles constructions dans la capitale.

Le problème n'est pas la hauteur des bâtiments en soi. Il dépend de l'endroit où ils sont construits. Ces programmes de logements, souvent portés par des promoteurs privés, s'implantent fréquemment dans d'anciens quartiers dont les canalisations ont été posées il y a plusieurs décennies pour desservir des maisons individuelles ou de modestes immeubles de deux étages. Le réseau enterré, lui, ne change pas lorsque la ville s'étend vers le haut.

a) Une mécanique implacable, invisible sous nos pieds

Pour comprendre pourquoi un immeuble neuf peut, sans que l'on s'en aperçoive, priver d'eau les voisins d'à côté, il faut suivre le parcours de l'eau depuis le réservoir jusqu'au robinet. Les ingénieurs distinguent trois points de mesure.

o Le premier se situe à l'entrée du quartier, sur la conduite principale : c'est là que la pression est la plus élevée, généralement autour de trois bars en métropole.

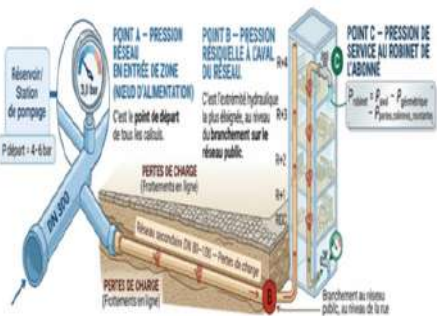


o Le deuxième point se trouve au bout de la rue, au niveau du dernier branchement du réseau public : la pression y est déjà plus faible, car l'eau a perdu de l'énergie en frottant contre les parois des canalisations tout au long de son trajet.

o Le troisième point, enfin, concerne le robinet du dernier étage de l'abonné : la pression y est encore réduite, car il faut cette fois vaincre la hauteur de l'immeuble et les frottements dans les tuyauteries verticales intérieures.

Chacune de ces pertes est mesurable et prévisible. Un mètre de hauteur supplémentaire coûte environ 0,1 bar de pression. Une colonne montante en PVC standard, sur un immeuble correctement dimensionné, perd environ 0,028 bar par mètre de hauteur. Rien d'alarmant, tant que le réseau a été conçu pour ce niveau de sollicitation. Le problème survient quand on ajoute, sans le prévoir, un immeuble de 6, 8 ou 9 étages à un réseau dimensionné pour des maisons de plain-pied. Des simulations réalisées sur un quartier type, initialement conçu pour des habitations individuelles (R+2), montrent l'ampleur du phénomène, résumée dans le tableau ci-dessous.

Figure 8.1 : Schéma synoptique du problème



fil de pression hydraulique du réseau de distribution jusqu'au robinet de l'abonné.

Des simulations réalisées sur un quartier type, initialement conçu pour des habitations individuelles (R+2), montrent l'ampleur du phénomène, résumée dans le tableau ci-dessous, qui synthétise, cas par cas, l'impact hydraulique de l'introduction d'immeubles collectifs de hauteur croissante dans un quartier dont le réseau a été dimensionné pour un POS R+2.

Tableau n°1 : Impact par scénario d'habitation

Scénario	Nombre logements	Q _{moy} (L/s)	Kp	Pointe (LA)	DJ/J H-W (%)	P _{aval} réseau (bar)	Robinet R+2 aval (bar)
R+2 Ref.	6	0,039	1,50	0,058	0%	2,80	1,78
R+4	20	0,130	2,00	0,259	+65%	2,20	1,18
R+5	24	0,156	2,20	0,343	+138%	1,60	0,58
R+6	28	0,182	2,20	0,400	+192%	1,10	0,08
R+7	32	0,208	2,50	0,520	+306%	0,60	-0,42
R+8	40	0,260	2,50	0,650	+455%	0,20	-0,82
R+9	48	0,312	2,50	0,780	+658%	0,00	-1,02

bitation sur le débit de pointe et la pression au robinet à l'aval des immeubles au point C.

Formules appliquées — $Q_{moy} = (N_{log} \times 3,2 \times 175) \div 86\,400$ | $Q_{pointe} = Q_{moy} \times Kp$ | $\frac{\Delta J}{J}$ (%) = $[(Q_{pointe}/Q_{ref\,R+2})^{1,85} - 1] \times 100$ — Hazen-Williams C=110 | $P_{branchement\,aval} = P_{entrée} - \Delta P_{réseau} | P_{robinet\,R+2\,aval} = P_{branchement\,aval} - 0,80\,bar (P_{géo\,R+2}) - 0,22\,bar (P_{col\,R+2}, h=8m, j=0,028\,bar/m)$.

Ce ne sont pas les habitants du nouvel immeuble qui souffrent le plus de la situation, puisqu'ils disposent souvent de leur propre bâche de stockage et de leur surpresseur. Au contraire, ce sont bien leurs voisins des maisons anciennes, plus bas dans le réseau, qui voient leur robinet se tarir sans en comprendre la cause.

Deux effets se conjuguent pour expliquer ce phénomène. D'abord, un effet de position : dans un réseau linéaire, les pertes de charge s'additionnent tout au long du parcours. En outre, l'abonné situé en bout de ligne subit à la fois les pertes historiques du réseau et celles causées par les nouveaux immeubles construits en amont.

Ensuite, un effet de simultanéité : aux heures de pointe, quand tout le monde ouvre simultanément son robinet, les nouveaux immeubles, plus nombreux et plus consommateurs, captent une part croissante d'une ressource qui ne s'est pas multipliée pour autant. Résultat : une multiplication du débit sollicité par un facteur de 2,5 seulement se traduit par une multiplication par huit des pertes de charge dans le réseau, engendrant ainsi un effet largement disproportionné, ce qui explique la brutalité des coupures observées dans certains quartiers densifiés.

B) LE POIDS DE L'ÂGE : DES CONDUITES FATIGUÉES

À cette pression supplémentaire s'ajoute un facteur souvent négligé dans le débat public : l'âge des conduites elles-mêmes. Un réseau vieux de vingt à quarante ans n'a plus la capacité de transport pour laquelle il a été conçu à l'origine. Les incrustations calcaires, les biofilms qui se développent à l'intérieur des tuyaux et la corrosion réduisent progressivement le diamètre utile des canalisations. Cette usure diminue la capacité réelle de transport d'environ 12% après vingt ans d'exploitation, et jusqu'à 38% après quarante ans.

L'effet de la densification immobilière et celui du vieillissement des réseaux ne s'additionnent pas : ils se multiplient. Un réseau vieux de trente ans, encore acceptable pour desservir l'habitat individuel, bascule en situation critique dès l'apparition des premiers immeubles de six étages.

Pour un réseau vieux de 40 ans, confronté à des tours de 9 étages, la charge nette supportée par les conduites peut atteindre cinq fois leur capacité de conception initiale.

Une situation qui provoque des vitesses d'écoulement excessives, des coups de bélier et, à son tour, accélère la dégradation physique des canalisations, dans un véritable cercle vicieux hydraulique.

Tableau n°2 : L'effet combiné de la densification et du vieillissement des conduites d'un réseau d'eau potable.

Scénario combiné densification + vieillissement	Délai de service du réseau (ans)	Ratio charge / Q _{ref} R+2	Capacité résiduelle conduite	Charge nette sur réseau vieilli (ratio < 1/cap.)	Statut réseau
Réseau neuf R+2 seul	Neuf	1,0 x	100 %	1,0 x	Conforme
Réseau neuf → R+4	Neuf	1,6 x	100 %	1,60 x	Limite
Réseau 20 ans → R+4	20	1,6 x	88 %	1,82 x	Déficit avéré
Réseau 30 ans → R+6	30	2,3 x	78 %	2,95 x	Critique
Réseau 40 ans → R+9	40	3,1 x	62 %	5,00 x	Hors service

Pr Mustapha Kamel MIHOUBI
Ecole nationale supérieure d'hydraulique (ENSH)
E-mail : k.mihoubi@ensh.dz

Les quatre réformes proposées

1. Double verrou réglementaire
● Modifier les décrets régissant le permis de construire et le certificat de conformité : aucun permis sans étude hydraulique préalable, aucun certificat de conformité sans contrôle des installations à la réception.

2. Rendre l'avis «eau» contraignant
● S'appuyer sur le décret de 2018 relatif aux plans d'occupation des sols pour transformer la simple consultation des services de l'hydraulique en avis obligatoire, assorti d'un contenu minimal et d'un délai de réponse fixé.

3. Notice d'impact hydraulique
● Rendre obligatoire une étude d'impact spécifique pour tout programme de plus de 100 logements, ou de plus de trois étages, construit dans une zone au réseau sous-dimensionné.

4. Redevance de raccordement, principe pollueur-payeur
● Faire financer par les promoteurs, au prorata du débit supplémentaire généré par leur projet, le renforcement des réseaux publics qu'ils sollicitent.

A suivre...

ELLE A EXPORTÉ 200 BORNES DE RECHARGE ÉLECTRIQUE

Sonelgaz conquiert le marché portugais

Fabriqués à El Eulma dans la wilaya de Sétif, ces équipements s'inscrivent dans une stratégie de développement des exportations hors hydrocarbures et de valorisation du savoir-faire industriel algérien

Du « Made in Algeria » vers l'Europe. La Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), filiale du groupe Sonelgaz, a procédé, hier, au lancement d'une opération d'exportation vers le Portugal de 200 bornes de recharge pour véhicules électriques, fabriquées dans ses unités d'El Eulma (Sétif).

La cérémonie de lancement s'est déroulée au siège de la Direction générale de la SAIEG à Rouiba (Alger), en présence du PDG de la société, Youcef Defdaf, du directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Khalil Hedna, du directeur général du partenaire commercial chargé de cette opération, « Auras International », Seddik Bendrihem, du secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des industries électriques et gazières (FNTIEG), Mohamed Abdelfattah Ouled Naoui, ainsi que de représentants des autorités locales.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des clauses du contrat conclu avec la société chargée du marketing international « Auras International », prévoyant l'exportation progressive d'un total de 450 bornes vers plusieurs pays européens, selon les explications fournies à cette occasion.

Il s'agit de la deuxième opération du genre après celle réalisée avec succès en 2024 avec le même partenaire commercial, au cours de laquelle 435 bornes avaient été expédiées vers la Libye et l'Italie.



Dans son allocution, Youcef Defdaf a estimé que cette opération « reflète la grande expérience des groupes industriels publics dans la fabrication des différents équipements, leur permettant d'accéder aux marchés extérieurs sur plusieurs continents ».

Le PDG a également mis en avant les efforts déployés par la société pour contribuer au renforcement des exportations algériennes hors hydrocarbures, à travers la valorisation du savoir-faire acquis depuis plusieurs décennies ainsi que la qualité du produit algérien, désormais conforme aux normes internationales en vigueur.

Le taux d'intégration des bornes de recharge fabriquées par la SAIEG est estimé à 58 %, a précisé Youcef Defdaf, ajoutant que ce taux devrait augmenter grâce au plan de la société visant à renforcer sa coopération avec les sous-traitants locaux.

Pour sa part, le directeur de l'information et de la communication au ministère

de l'Énergie et des Énergies renouvelables a affirmé que cette opération d'exportation consacre la présence internationale de Sonelgaz, dans le prolongement du processus engagé à travers l'exportation d'électricité, la formation de cadres étrangers ainsi que la réalisation de centrales électriques dans plusieurs pays africains.

De son côté, le directeur général d'Auras International, basée à Hong Kong (Chine), a indiqué que cette opération est le fruit de la bonne réputation dont jouissent sur les marchés extérieurs les équipements électriques fabriqués localement, lesquels répondent aux normes internationales.

Le secrétaire général de la FNTIEG a, pour sa part, salué les efforts déployés par le groupe public et ses filiales afin d'assurer un approvisionnement régulier des clients en énergie et de produire des équipements de haute qualité, contribuant ainsi au renforcement des exportations hors hydrocarbures.

VALORISATION DE LA CÉLESTINE

L'unité de Beni Mansour entre en production

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie et des Mines, chargée des Mines, Mme Karima Bekir Tafer, a procédé, mardi, à l'inauguration d'une unité de production et de valorisation de la célestine dans la commune de Béni Mansour, relevant de la wilaya de Béjaïa.

Relevant du groupe « Frères Zerrouk », cette nouvelle unité constitue un investissement industriel majeur dans le secteur minier et illustre l'intérêt accordé par les pouvoirs publics au développement des ressources minières nationales, considérées comme un axe stratégique pour la diversification de l'économie et la réduction progressive de la dépendance aux hydrocarbures.

Dans son allocution, Mme Bekir Tafer a souligné que ce projet s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la dynamique économique nationale, promouvoir la production locale et valoriser davantage les ressources naturelles du pays.

Elle a également rappelé l'importance



du rôle du secteur privé, aux côtés du secteur public, dans la relance de l'activité minière et la mise en œuvre d'une stratégie visant à développer les filières minières nationales, tout en limitant le recours aux importations.

La secrétaire d'État a mis en avant le caractère stratégique de la célestine, un minerai utilisé dans plusieurs industries de haute valeur ajoutée, notamment l'électronique, la verrerie et les industries chimiques.

Cet investissement devrait générer des retombées économiques et sociales signifi-

catives pour la région, à travers la création d'environ 50 emplois directs permanents, en plus d'autres postes indirects, contribuant ainsi au développement local et à l'amélioration de l'attractivité économique de la zone.

Dotée d'une capacité de production estimée à 50 000 tonnes par an, l'unité permettra de satisfaire une partie des besoins du marché national et d'ouvrir des perspectives d'exportation vers les marchés internationaux. Elle représente ainsi une étape importante

dans la stratégie nationale de valorisation des minerais stratégiques et de consolidation de la souveraineté industrielle.

Mme Karima Bekir Tafer a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement de l'État à accompagner les investisseurs à travers les dispositifs d'encouragement et de facilitation prévus par la nouvelle réglementation minière et la législation relative à l'investissement, tout en veillant à une exploitation durable des ressources naturelles dans le respect des normes environnementales et des exigences technologiques modernes.

PHARMACIE, INDUSTRIE, TECHNOLOGIES

Alger tend la main à Brazzaville

L'Algérie et la République du Congo affichent leur volonté de renforcer leur coopération économique à travers le développement de partenariats dans des secteurs stratégiques, notamment l'industrie pharmaceutique, les matériaux de construction, la sidérurgie et les industries mécaniques.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Koudiri, a reçu, hier, le ministre congolais de la Coopération et du Développement du partenariat entre les secteurs public et privé, Denis Christel Sassou Nguesso, pour examiner les perspectives de collaboration dans le domaine pharmaceutique.

Les échanges ont porté sur l'expérience algérienne en matière de production locale de médicaments, de régulation du secteur et de développement des capacités industrielles. La partie congolaise a exprimé son intérêt pour l'expertise algérienne, notamment dans le transfert de technologies, la formation des compétences et la maîtrise des chaînes de production.

Les deux parties ont évoqué la possibilité de répondre aux besoins du marché congolais en médicaments à travers des productions réalisées par des unités industrielles algériennes, ainsi que le développement de projets pharmaceutiques communs à l'avenir. Par ailleurs, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a également reçu le responsable congolais afin d'examiner les opportunités de coopération dans plusieurs filières industrielles. Les discussions ont concerné notamment les matériaux de construction, la sidérurgie, les industries chimiques et mécaniques, avec la perspective de créer des partenariats entre opérateurs économiques des deux pays.

Cette dynamique s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération Sud-Sud et du soutien à l'intégration économique africaine. Alger et Brazzaville ambitionnent ainsi de bâtir un partenariat durable fondé sur l'échange d'expertise, le transfert de savoir-faire et la réalisation de projets communs au service du développement des deux pays.

DISPOSITIFS MÉDICAUX

Offensive pour développer la fabrication locale

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Wassim Koudiri, a reçu, lundi 20 juillet 2026 au siège de son département ministériel, une délégation de la Confédération Algérienne du Patronat (CAP), conduite par son président, Tahar Bouzid, dans le cadre de la série de rencontres de concertation engagée avec les partenaires professionnels du secteur. Les échanges ont porté sur les principales préoccupations des opérateurs de la filière des dispositifs médicaux ainsi que sur les perspectives de développement de cette activité stratégique. Les deux parties ont notamment examiné les moyens de renforcer la contribution des entreprises du secteur à la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à développer une industrie locale des dispositifs médicaux, en mesure de répondre aux besoins du marché national. À cette occasion, le ministre a réaffirmé sa volonté de privilégier une démarche fondée sur le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs économiques de l'industrie pharmaceutique. Il a souligné que cette approche vise à encourager l'investissement, à consolider la production nationale de médicaments et de dispositifs médicaux et, à terme, à renforcer la souveraineté sanitaire de l'Algérie.

IMEDGHASSEN

Cap sur la sauvegarde du mausolée royal

L'inscription d'Imedghassen au patrimoine mondial de l'UNESCO demeure un objectif stratégique

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a insisté hier à Batna sur l'importance de finaliser l'étude du projet de valorisation et de sécurisation du mausolée royal numide d'Imedghassen, un monument historique considéré comme l'un des plus anciens témoignages de la civilisation numide en Algérie.

Lors de sa visite sur le site, situé dans la commune de Boumia, à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, la ministre a suivi une présentation détaillée consacrée à l'opération d'urgence engagée pour l'élaboration d'un plan de protection et de mise en valeur de ce site archéologique ainsi que de la zone protégée qui lui est rattachée.

Selon les explications fournies à la délégation, la deuxième phase de cette opération est presque achevée, tandis que les préparatifs pour le lancement de la troisième étape sont en cours. Cette démarche vise à assurer une meilleure préservation du monument et à renforcer son attractivité



et culturelle et touristique.

UN SYMBOLE DE L'HISTOIRE NUMIDE

Malika Bendouda a souligné la valeur exceptionnelle d'Imedghassen, qu'elle a qualifié de monument majeur témoignant de la profondeur historique de la civilisation numide. Elle a affirmé que son département ministériel suivait avec attention cette opération urgente, mise en œuvre par les organismes placés sous sa

tutelle.

La ministre a également rappelé l'importance d'inscrire ce site prestigieux au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Une démarche qui s'inscrit dans la volonté de préserver et de faire connaître les sites historiques algériens à dimension universelle.

Le mausolée d'Imedghassen, datant de la période numide, constitue en effet un élément cen-

tral du patrimoine antique national. Sa préservation représente un enjeu culturel majeur, mais également un moyen de valoriser une période historique riche qui a marqué l'évolution de la civilisation en Afrique du Nord.

LA STRATÉGIE DE VALORISATION

Au cours de sa visite dans la wilaya de Batna, la ministre de la Culture et des Arts a également pris connaissance de deux études

consacrées aux projets de sécurisation et de valorisation du site archéologique de Timgad ainsi que du musée qui s'y trouve.

Malika Bendouda a insisté sur la nécessité d'accorder une attention particulière aux sites patrimoniaux, en les intégrant dans une dynamique de développement local. Pour la ministre, ces espaces historiques ne doivent pas seulement être considérés comme des lieux de mémoire, mais également comme des moteurs économiques capables de contribuer à l'essor touristique et culturel des régions.

La responsable du secteur de la Culture a mis en avant l'importance de renforcer l'exploitation économique et touristique de ces sites, à travers une meilleure organisation des circuits de visite, la promotion du patrimoine et l'accompagnement des initiatives locales.

Malika Bendouda avait auparavant inspecté plusieurs structures relevant de son secteur, ainsi que les travaux de réhabilitation en cours au théâtre régional Dr Salah-Lombarkia, dans le cadre des efforts visant à renforcer les infrastructures culturelles et à préserver les espaces dédiés aux activités artistiques.

R.C

PATRIMOINE SAHARIEN

Djanet met en lumière ses sites

Une nouvelle publication consacrée à l'histoire et au patrimoine de Djanet vient enrichir la documentation sur cette région du Sud du pays. Intitulé «Sites et éminentes personnalités de Djanet durant l'ère coloniale», l'ouvrage, réalisé par l'enseignant et imam Boudjemâa Foundou, met en valeur les sites historiques de la région ainsi que les parcours de personnalités qui ont marqué la vie scientifique, religieuse et sociale locale.

Édité par la maison d'édition Adlis-Belezma de Batna, ce travail de recherche ambitionne de préserver la mémoire collective de Djanet et de rendre hommage aux figures qui ont contribué à la transmission du savoir, à la défense des valeurs religieuses et nationales et à la sauvegarde de l'identité culturelle de la région.

Contacté par l'APS, l'auteur, également président du bureau de l'Association des oulémas musulmans algériens de Djanet, a

expliqué que cette publication intervient dans un contexte marqué par la rareté des références écrites consacrées à l'histoire de la région.

Pour réaliser son ouvrage, Boudjemâa Foundou s'est appuyé sur des témoignages transmis oralement, des documents écrits ainsi que sur de rares manuscrits conservés au fil des générations. Il a également exploité une recherche réalisée en 1996 sur Cheikh El-Kadi Abdou Ibn-Salihine, considérée comme l'une de ses principales sources de référence.

LES SITES HISTORIQUES A U CŒUR DE L'OUVRAGE

L'ouvrage est structuré autour de quatre grands axes. Le premier propose une présentation générale de la ville de Djanet ainsi qu'un aperçu des sites et monuments archéologiques qui témoignent de la richesse historique et culturelle de la

région. Les autres parties sont consacrées aux anciens ksour de Djanet, notamment le ksar d'Adjahil, qui abrite la célèbre mosquée antique «Imam-Malek», ainsi que le ksar de Zelouaz, organisé autour de l'ancienne mosquée «Omar El-Mokhtar».

L'auteur s'intéresse également au ksar d'El-Mihane, qui accueille l'un des plus anciens lieux de culte de la région, la mosquée «Imam Ali Ben-Abi-Taleb», considérée comme un repère important du patrimoine religieux et architectural local.

Au-delà des sites historiques, la publication accorde une place importante aux personnalités ayant marqué l'histoire de Djanet durant l'époque coloniale. L'auteur rend hommage à plusieurs hommes de culte et de savoir, parmi lesquels Cheikh El-Kadi Abdou Ibn-Salihine, l'imam Hadj Sidi-Mohamed Ben-Ahmed, l'érudit Haneche Mohamed Ali ainsi que Mermouri Akhamouk, Mokadem (chef spirituel) de la Tari-

qa Senoussia à Djanet. Ces figures sont présentées comme des acteurs majeurs dans la diffusion du savoir, la préservation des valeurs spirituelles et la transmission de l'héritage culturel de la région.

PRÉSERVER LA MÉMOIRE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

À travers cette publication, l'auteur contribue aux efforts visant à faire connaître davantage l'histoire de Djanet, en mettant en avant son patrimoine matériel et immatériel ainsi que ses personnalités historiques.

L'ouvrage s'inscrit dans une démarche de valorisation de la mémoire nationale et de sensibilisation à l'importance de préserver les richesses culturelles du Sud algérien, afin de transmettre aux générations futures un héritage historique longtemps conservé par la tradition orale et les archives rares.

FESTIVAL NATIONAL DU COSTUME ALGÉRIEN

La djebba et la blousa célèbrent l'identité nationale

Plus de 40 artisans et concepteurs issus de 20 wilayas participeront à la 8e édition du Festival national du costume algérien, prévue du 20 au 23 juillet à Alger, sous le thème «De la djebba à la blousa : des conceptions créatives pour une identité authentique».

Lors d'une conférence de presse tenue hier au Centre des arts et de la culture du Palais des Rais (Bastion 23), qui accueillera cette manifestation culturelle, la commissaire du Festival, Faiza Riache, a indiqué que cet

événement vise à mettre en valeur le costume traditionnel algérien en tant qu'élément fondamental de l'identité nationale. Elle a souligné que le Festival constitue également un espace de promotion des métiers de l'artisanat, tout en encourageant les créateurs à s'inspirer du patrimoine vestimentaire algérien pour proposer de nouvelles conceptions alliant authenticité et créativité.

La djebba et la blousa, symboles du patrimoine féminin

Revenant sur le choix du thème de cette édition, Faiza Riache a expliqué que la djebba et la blousa occupent une place particulière dans la mémoire collective algérienne. Ces deux tenues ont accompagné la femme algérienne à différentes étapes de sa vie, aussi bien lors des moments festifs que dans les périodes de recueillement, et dans les cérémonies officielles

comme dans la vie quotidienne. La commissaire du Festival a toutefois précisé que la manifestation ne se limite pas à ces deux pièces emblématiques, mais englobe l'ensemble des costumes traditionnels des différentes régions du pays, mettant ainsi en avant la richesse et la diversité culturelle de l'Algérie. Cette nouvelle édition s'articulera autour de quatre grands axes, dont un volet académique consacré à la documentation historique de la djebba et de la blousa, ainsi qu'à l'étude du costume traditionnel algérien dans toutes ses composantes, notamment ses accessoires et ses techniques de fabrication.

Le deuxième axe sera consacré aux artisans et aux designers. Selon les organisateurs, cette édition connaît une participation record grâce à l'ouverture des inscriptions en ligne, qui a permis de réunir plus de 40 créateurs représentant 20

wilayas. Des membres de la communauté algérienne établie à l'étranger prendront également part aux différentes activités, notamment les expositions, les ateliers et le défilé inaugural. Préserver un savoir-faire ancestral Le Festival prévoit également un volet dédié à la formation, à travers des ateliers pratiques consacrés aux techniques traditionnelles de broderie et de couture. Ces espaces permettront aux participants de transmettre des savoir-faire ancestraux et de renforcer la préservation des métiers liés au costume algérien. Des conférences seront par ailleurs organisées autour de la blousa, mettant en lumière l'histoire de cette tenue féminine emblématique de l'Ouest du pays ainsi que les démarches engagées pour son inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO.

VAGUE DE CHALEUR

172 incendies recensés à travers le pays

Les unités de la Protection civile ont enregistré 172 incendies dans plusieurs wilayas du pays au cours des dernières 24 heures.

Les services de la Protection civile ont publié le bilan des incendies de forêts, de broussailles, de maquis, de cultures agricoles et de palmeraies, faisant état de 172 foyers. Parmi eux, 130 incendies ont été maîtrisés, tandis que les opérations se poursuivent pour venir à bout de 42 autres foyers.

Les incendies encore en cours d'extinction sont répartis comme suit : Annaba (3), Souk-Ahras (3), Skikda (12), Guelma (3), Bouira (1), Médéa (1), Mascara (2), Mila (2), El Tarf (5), Jijel (2), Sétif (1), Tizi-Ouzou (1), Constantine (2) et Béjaïa (4).

À Béjaïa, des incendies ont été signalés dans la commune de Boukhelifa, entraînant l'évacuation du village d'Ifoughalen. La situation présente également un risque pour les villages d'Aghlimoun et d'Ikhrazen. Deux avions de type Mi-26 ont été mobilisés pour participer aux opérations d'extinction.

À Annaba, les incendies touchent la commune de Seraïdi, notamment les zones de Sidi Boumediene et Bouzizi, avec l'intervention de deux avions de type Mi-26.

À Skikda, plusieurs foyers concernent les communes d'Aïn Kechra, Oued Zegouar, Béni Rahma, El Batha, Es-Safsafa et El Adhama, ainsi que les communes de Cheraïa, El Kbiba, Temnar, Arslan, Ahmid, El Araf et Aïn Aghbal. Des incendies ont également été signalés dans les communes d'Aïn Cherchar, El Bekkouch, Farfour, Oued Zehar, En-Nasria et Cherchar, ainsi qu'à Aïn Bouziane, dans la zone d'El Ayada, et dans les communes d'Azza-



ba, Djendel Saïdi et Es-Sebt.

Dans la wilaya de Guelma, des incendies ont été enregistrés dans la commune de Nechmaya (Kbikba), dans la commune de Hammam Debagh (Djebel Debagh) et dans la commune de Reknia (Kef Erraïb). Dans la wilaya de Bouira, un incendie a été signalé dans la commune d'El Hachimia, au niveau d'Oued Ghmara.

D'autres foyers ont été enregistrés à Mascara, dans la commune de Nesmot ; à El Tarf, dans la commune d'Aïn El Kerma (Ez-Zouaïdia) ; à Jijel, dans la commune d'Ouled Asker ; et à Médéa, dans la commune d'El Hnacha.

PERSISTANCE DE LA CANICULE

La vague de chaleur qui touche l'Algérie est loin de s'essouffler. L'Office national de la météorologie (ONM) a émis de nouveaux bulletins météorologiques spéciaux (BMS) annonçant la poursuite d'un épisode caniculaire exceptionnel sur une grande partie du pays ce mardi 21 juillet.

Les températures devraient atteindre jusqu'à 49 °C dans certaines régions du Sud, tandis que de nombreuses wilayas

du Nord et des Hauts-Plateaux continueront d'enregistrer des valeurs largement supérieures aux normales saisonnières jusqu'à jeudi.

Les services météorologiques appellent à la vigilance face à cette chaleur persistante, qui concerne aussi bien les régions côtières que les wilayas de l'intérieur et du Sud.

Selon le bulletin de vigilance de niveau orange, une forte vague de chaleur continuera de toucher les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda, Mascara, Tiaret, Tissemsilt, Médéa, Blida, Djelfa, Bouira, Sétif, Mila, Bordj Bou Arreridj, Constantine, Souk-Ahras, Khenchela, Oum El Bouaghi et Tébessa.

Dans ces régions, les températures maximales varieront entre 44 et 45 °C, tandis que les minimales resteront comprises entre 28 et 34 °C, un niveau particulièrement élevé qui limitera le rafraîchissement nocturne.

Cet épisode caniculaire se poursuivra jusqu'à jeudi. Les wilayas de Relizane, Chlef, Aïn Defla, Tizi-Ouzou, M'Sila, Guelma et Batna seront également confrontées à une chaleur intense, avec des températures comprises entre 44 et 45 °C,

pouvant atteindre localement 46 à 47 °C.

La chaleur ne se limitera pas aux régions de l'intérieur. L'ONM prévoit également des températures élevées dans les wilayas d'Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem, Tipasa, Alger et Boumerdès. Les températures maximales y oscilleront entre 39 et 41 °C, avec des pointes locales de 42 à 44 °C, tandis que les minimales resteront comprises entre 24 et 30 °C.

Dans le Sud du pays, l'épisode caniculaire atteindra un niveau particulièrement élevé. Les wilayas de Biskra, Ouled Djellal, El Meghaïer, Tougourt, El Oued et Ouargla enregistreront des températures maximales pouvant atteindre 49 °C. Les températures nocturnes resteront très élevées, entre 32 et 36 °C, prolongeant la sensation de chaleur et augmentant les risques liés à cet épisode exceptionnel. La vague de chaleur qui touche de nombreuses wilayas du pays devrait se poursuivre durant les prochains jours avant de commencer à s'atténuer progressivement à partir du 26 juillet, selon l'Office national de la météorologie (ONM).

FORMULA STUDENT UK

L'Algérie défie les géants de l'ingénierie

Pour sa première participation à la Formula Student UK, l'ENP Racing Team de l'École nationale polytechnique (ENP) a décroché le prix de la meilleure nouvelle équipe, une performance inédite pour l'Algérie. Récompensés lors de la cérémonie de clôture du 19 juillet en Angleterre, les étudiants algériens ont su se distinguer face à des universités internationales grâce à leur innovation, leur maîtrise technique et leur travail acharné dans la conception automobile. Cette distinction marque une première victoire historique pour l'Algérie dans cette compétition de référence et confirme le potentiel des jeunes ingénieurs algériens à rivaliser avec les meilleures équipes mondiales.

TOURISME SAHARIEN

L'Algérie accélère la simplification des visas

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat passe à la vitesse supérieure pour imposer le grand Sud algérien comme une destination phare à l'échelle internationale. La ministre Houria Meddahi a présidé une réunion de coordination décisive au siège du ministère. Au cœur des échanges : l'évaluation globale du visa à l'arrivée et la mise en place d'un plan d'action visant à renforcer la compétitivité du tourisme saharien. Selon le bilan présenté par la ministre, l'initiative a permis d'accueillir près de 39.000 visiteurs internationaux issus de 120 nationalités différentes.

DRAME À GUELMA

Un adolescent foudroyé par la foudre

Un adolescent a été tué lundi par la foudre dans la wilaya de Guelma, a indiqué la



direction de la Protection civile dans un communiqué. L'incident est survenu au niveau d'un village relevant de la commune d'Aïn Larbi, dans la daïra d'Aïn Makhlouf, a précisé la même source, soulignant que les sapeurs-pompiers sont intervenus sur les lieux à 18h16 pour secourir et transporter une personne foudroyée. La victime est une jeune de 14 ans dont le corps sans vie a été transféré à la morgue de l'hôpital local, a ajouté le communiqué.

CAMPS DE VACANCES

L'usage des tentes suspendu

Le ministère de la Jeunesse a décidé de suspendre l'utilisation des tentes dans les centres de vacances et de loisirs relevant du secteur, dans le cadre du suivi de la saison estivale 2026, en raison des vagues de chaleur exceptionnelles enregistrées dans le pays. Cette décision a été prise à la suite de visites de terrain effectuées par le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, afin de s'enquérir des conditions d'accueil dans ce contexte climatique particulier.

Le ministère a précisé que cette mesure préventive vise à préserver la

sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes bénéficiaires. Leur prise en charge sera assurée grâce à la mise à disposition de structures d'hébergement alternatives, mobilisées en coordination avec les secteurs de l'Intérieur, de l'Éducation nationale, ainsi que de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Cette décision intervient à l'issue d'une conférence nationale organisée les 16, 17 et 18 juillet 2026 par visioconférence, réunissant les cadres de l'administration centrale, les responsables de l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse ainsi que les directeurs du secteur

au niveau des wilayas. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation du programme et à l'amélioration des conditions de prise en charge des bénéficiaires, avant d'être suivie d'une réunion de coordination avec les secteurs concernés, conformément aux orientations des hautes autorités.

Dans le même contexte, le ministère a réaffirmé la poursuite du programme de modernisation des centres de vacances et de loisirs, notamment à travers leur équipement progressif en chalets résistants aux incendies et la création de structures d'hébergement plus adap-

tées. Cette démarche vise à renforcer les exigences de sécurité et à améliorer la qualité des prestations offertes. À noter que le programme de vacances et de loisirs pour la saison 2026 prévoit l'accueil de plus de 500 000 bénéficiaires, dont 37 000 enfants et jeunes dans les centres de vacances, en plus d'autres dispositifs tels que le « Plan bleu » et les échanges de jeunes. Ce programme s'inscrit dans une approche éducative alliant détente, apprentissage et développement des compétences, dans un cadre sécurisé et propice à l'épanouissement.

AFIN D'ÉVITER LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Doha et Islamabad jouent leur carte maîtresse

Le retour à la table des négociations, la sécurisation du détroit d'Ormuz et une trêve de deux semaines constituent les principaux axes de la nouvelle médiation engagée par le Pakistan et le Qatar.

Le Pakistan et le Qatar ont présenté une nouvelle initiative diplomatique visant à mettre un terme à l'escalade militaire entre les États-Unis et l'Iran et à relancer les négociations entre les deux pays. Selon des sources gouvernementales pakistanaises, cette proposition conjointe a été transmise hier aux autorités américaines et iraniennes dans l'objectif de créer les conditions d'un retour au dialogue après plusieurs jours d'affrontements qui ont ravivé les tensions dans la région.

RETOUR À LA SITUATION D'AVANT LE 9 JUILLET

Au cœur de cette initiative figure un appel à revenir à la situation qui prévalait avant le 9 juillet, date marquant la reprise des hostilités entre Washington et Téhéran. Les médiateurs considèrent cette étape comme indispensable pour recréer un climat propice à la reprise des discussions politiques et sécuritaires.

Le plan prévoit l'instauration d'un cessez-le-feu de deux semaines, destiné à interrompre les opérations militaires en cours et à ouvrir une fenêtre de négociation. En parallèle, l'Iran serait appelé à rouvrir immédiatement le détroit d'Ormuz à la navigation internationale, tandis que les États-Unis lèveraient le blocus maritime imposé à la République islamique ainsi que les sanctions touchant ses exportations de pétrole.

Selon les mêmes sources, une accepta-



tion de ces mesures par les deux parties permettrait une reprise immédiate des pourparlers. Le cessez-le-feu dans le sud du Liban figurerait également parmi les principaux dossiers inscrits à l'ordre du jour des futures discussions, signe de la volonté des médiateurs d'élargir les efforts de désescalade à l'ensemble de la région.

LES MÉDIATEURS AFFICHENT LEUR OPTIMISME

Les responsables engagés dans cette médiation estiment que les signaux reçus des deux capitales sont encourageants et se disent confiants quant à la possibilité d'obtenir une réponse favorable. Ils évoquent la perspective d'un retour prochain à la table des négociations, tout en soulignant que la situation demeure extrêmement fragile.

Cette initiative s'inscrit dans une série d'efforts diplomatiques menés par plu-

sieurs pays du Moyen-Orient et d'Asie afin d'éviter un conflit ouvert susceptible de déstabiliser davantage la région et de perturber les marchés mondiaux de l'énergie.

Quelques heures auparavant, le média américain Axios, citant deux sources proches des discussions, avait révélé que le Pakistan, le Qatar, l'Égypte ainsi que d'autres médiateurs avaient soumis une proposition distincte prévoyant un cessez-le-feu de dix jours entre les États-Unis et l'Iran.

Cette multiplicité d'initiatives témoigne de l'intensification des efforts diplomatiques face à une crise qui continue de s'aggraver malgré les appels internationaux à la retenue.

UNE ESCALADE MILITAIRE PERSISTANTE

Depuis plusieurs jours, les États-Unis

multiplient les frappes contre des installations situées sur le territoire iranien. De son côté, Téhéran affirme viser des navires, des infrastructures stratégiques et des bases militaires américaines implantées dans plusieurs pays de la région, alimentant les craintes d'un embrasement régional.

Cette nouvelle phase d'affrontements intervient pourtant moins d'un mois après la signature, le 18 juin 2026, d'un protocole d'accord entre Washington et Téhéran prévoyant un cessez-le-feu ainsi que l'ouverture de négociations destinées à parvenir à un accord global.

L'accord a toutefois volé en éclats lorsque le président américain Donald Trump a annoncé, le 8 juillet, la fin de la trêve, accusant l'Iran d'avoir ciblé trois navires dans le détroit d'Ormuz. Les forces américaines ont alors repris leurs frappes contre plusieurs sites iraniens, tandis que Téhéran intensifiait ses opérations de représailles dans la région.

Le principal point de divergence demeure la sécurité du détroit d'Ormuz, passage maritime stratégique par lequel transite une part importante des exportations mondiales de pétrole et de gaz.

Washington exige des garanties assurant la liberté de navigation et la protection des navires commerciaux et militaires, alors que l'Iran défend la mise en place d'un mécanisme de régulation du trafic maritime sous des modalités qu'il souhaite définir. Cette opposition nourrit les inquiétudes des marchés internationaux quant au risque de perturbation durable des approvisionnements énergétiques.

Dans ce contexte, la proposition conjointe du Pakistan et du Qatar apparaît comme une tentative de rétablir un minimum de confiance entre les deux adversaires afin d'éviter une aggravation du conflit et de rouvrir la voie à une solution négociée.

R.I/agences

BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Le bras de fer se poursuit entre Caire et Addis-Abeba

L'Égypte suit avec une attention particulière l'évolution de la saison des crues du Nil, alors que les premiers indicateurs font état d'une baisse des précipitations sur les hauts plateaux éthiopiens au cours du mois de juillet. Si les autorités assurent que la situation hydrique reste sous contrôle grâce aux réserves du Haut Barrage d'Assouan, elles dénoncent une gestion unilatérale du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD), qu'elles estiment contraire au droit international.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdel Aty, a accusé Addis-Abeba de poursuivre une politique unilatérale sans coordination avec l'Égypte et le Soudan, en violation des règles encadrant les cours d'eau transfrontaliers. Lors d'une conférence de presse avec son homologue mozambicaine, Maria Manuela Lucas, il a affirmé que la rétention des eaux sans accord préalable avait perturbé les débits du Nil, affectant l'approvisionnement en eau potable et provoquant des déséquilibres hydrologiques dans les deux pays en aval.

Selon lui, l'ouverture des vannes du barrage sans préavis a également entraîné des inondations au Soudan et



des fluctuations du niveau du fleuve en Égypte. Tout en réaffirmant le droit de l'Éthiopie au développement, il a insisté sur le fait que celui-ci ne devait pas se faire au détriment des droits de l'Égypte et du Soudan.

Réuni sous la présidence du ministre des Ressources hydriques et de l'Irrigation, Hani Souilem, le Comité permanent chargé de la régulation des apports du Nil a qualifié le barrage de la Renaissance d'ouvrage «non conforme au droit international». Le comité estime que son exploitation continue de se faire sans règles communes de fonctionne-

ment ni mécanisme permanent d'échange de données, obligeant les autorités égyptiennes à adapter en permanence la gestion de leurs infrastructures hydrauliques.

Les données présentées lors de cette réunion montrent que les apports du Nil ont été supérieurs à la moyenne en juin, mais inférieurs aux normales saisonnières en juillet. Les responsables précisent toutefois qu'il est encore prématuré de dresser un bilan de la crue annuelle, la majeure partie des eaux du Nil Bleu étant attendue entre la fin juillet et le début du mois d'août.

Le comité suit également les prévisions climatiques liées aux phénomènes El Niño et La Niña, susceptibles d'influencer les précipitations en Afrique de l'Est. Il rappelle néanmoins que le comportement hydrologique du Nil demeure naturellement variable et que toute évaluation repose sur l'analyse de l'ensemble des données disponibles.

Face aux inquiétudes, Hani Souilem a assuré que le Haut Barrage d'Assouan restait le principal garant de la sécurité hydrique du pays grâce à ses importantes capacités de stockage. Les services du ministère poursuivent un suivi quotidien des indicateurs hydrolo-

giques afin d'anticiper toute évolution. Les autorités se veulent rassurantes. Samah Abdel Rahman, vice-président du secteur des eaux du Nil au ministère des Ressources hydriques, a affirmé que l'Égypte ne faisait pas face à une crise de l'eau. Selon lui, l'évaluation définitive de la saison des crues ne pourra être établie qu'à la fin du mois d'août, période durant laquelle se concentre près de la moitié des apports annuels du Nil Bleu.

À l'inverse, l'expert en ressources hydriques Nader Nouredine met en garde contre l'entrée dans un cycle de sécheresse sur le plateau éthiopien. Il estime que les apports du Nil Bleu pourraient diminuer fortement durant les années sèches et plaide pour une réduction temporaire de la production hydroélectrique du barrage afin de privilégier les besoins en eau des populations du Soudan et de l'Égypte.

Construit depuis 2011, le Grand barrage de la Renaissance demeure au cœur du différend entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan. Malgré plusieurs années de négociations, les trois pays ne sont toujours pas parvenus à conclure un accord juridiquement contraignant sur les modalités de remplissage et d'exploitation de l'ouvrage.

ENTRE EXPLOITS SPORTIFS ET POLÉMIQUES

Un Mondial 2026 sous

TENSION

La Coupe du monde 2026 restera comme un tournoi hors normes. Si le spectacle sportif a répondu aux attentes avec des surprises, des records et des rencontres mémorables, cette édition a également été marquée par une succession de controverses liées aux prix des billets, à l'arbitrage, aux tensions politiques et aux incidents disciplinaires.

La Coupe du monde 2026 aura offert un mélange inédit de spectacle et de controverses. Jamais une édition du Mondial n'avait autant alimenté les débats en dehors des terrains.

Avec le passage à 48 équipes, la compétition a permis à de nouvelles sélections de se révéler et a élargi la scène mondiale à davantage de nations. Mais derrière les performances sportives, plusieurs affaires ont rythmé le tournoi.

Sur le plan sportif, cette édition a réservé son lot de surprises. De nouvelles équipes ont marqué les esprits tandis que les grandes nations ont confirmé leur statut.

L'Espagne a notamment réalisé un parcours remarquable avant de décrocher le titre mondial au terme d'une finale disputée, confirmant son retour parmi les grandes puissances du football international.

BILLETS HORS DE PRIX ET CRITIQUES SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

L'un des principaux sujets de controverse concerne l'accessibilité de la compétition.

La politique tarifaire mise en place autour des billets, avec un système de prix variables selon la demande, a provoqué de nombreuses critiques. Certains supporters ont dénoncé une Coupe du monde devenue



difficilement accessible pour le grand public.

Des associations de fans ont également contesté cette évolution, estimant que le Mondial risquait de perdre une partie de son identité populaire.

DES TENSIONS AU-DELÀ DU TERRAIN

La technologie censée réduire les erreurs arbitrales n'a pas échappé aux critiques.

Plusieurs décisions liées à l'utilisation de la VAR ont suscité des débats passionnés, certains observateurs estimant que l'outil avait parfois ajouté de la confusion plutôt que de la clarté.

Cette édition a également été marquée par des polémiques liées aux comportements, aux déclarations publiques et aux tensions entre acteurs du football.

Des accusations de racisme, des débats sur l'influence politique dans le sport et plusieurs incidents disciplinaires ont contribué à une atmosphère particulièrement électrique autour du tournoi.

UNE FINALE MARQUÉE PAR DES DÉBORDEMENTS

La finale a également connu un épisode tendu après le coup de sifflet final, avec une altercation entre plusieurs joueurs. La scène a entraîné l'ouverture d'une procédure disciplinaire par les instances du football.

Ces incidents ont relancé les discussions sur le comportement des joueurs, la pression liée aux grandes compétitions et la nécessité de préserver l'image du football.

LA FIFA FACE À DE NOUVELLES CRITIQUES

Au terme de cette Coupe du monde, les critiques dépassent désormais les simples incidents sportifs. Plusieurs observateurs demandent davantage de transparence dans la gestion de la compétition, une réflexion sur le modèle économique et une meilleure protection de l'indépendance du football.

La Coupe du monde 2026 restera donc une édition contrastée : spectaculaire sur les terrains, mais profondément marquée par les débats et les controverses en dehors

MANCHESTER CITY

UNE FOLIE POUR RODRI



Auteur d'un superbe Mondial avec la sélection espagnole, Rodri serait revenu dans le viseur du Real Madrid. En interne, du côté des Merengues, de nombreuses voix estiment ainsi qu'il serait un renfort de poids pour l'entrejeu. Le joueur serait d'ailleurs très tenté par la possibilité de jouer au Bernabéu, et son contrat à Manchester City expire dans un an seulement.

Comme l'indique Radio Marca, Manchester City ne compte pas rester les bras croisés. Les dirigeants du club mancunien auraient déjà formulé une offre colossale sur le plan financier au champion du monde 2026 pour le convaincre de rester et de prolonger son bail. Mais pour l'instant, Rodri n'a pas encore répondu...

LIGA

BARÇA VA BOUGER POUR LAPORTE

Les bonnes performances d'Aymeric Laporte (32 ans, 25 matchs en Liga pour la saison 2025-2026) avec l'Espagne à la Coupe du monde ont attiré l'attention du FC Barcelone. Selon Sport, le club catalan a prévu de contacter l'entourage du défenseur central de l'Athletic Bilbao pour discuter d'un potentiel transfert. Les dirigeants barcelonais estiment que l'expérience et la qualité de relance de l'international espagnol seraient un atout pour l'équipe. De plus, la clause libératoire du champion d'Europe et du monde est inférieure à 15 millions d'euros, ce qui est dans les cordes du Barça. Affaire à suivre...

ANGLETERRE

KEVIN KEEGAN TIRE SA RÉVÉRENCE



Kevin Keegan, légende du football anglais, double Ballon d'or, ancien capitaine et sélectionneur de l'équipe d'Angleterre, est décédé à l'âge de 75 ans. La famille de l'ancien attaquant de Liverpool et de Hambourg a annoncé sa disparition, précisant qu'il « se battait contre un cancer » et qu'il était entouré de son épouse et de ses filles dans ses derniers instants. Keegan a remporté deux Ballons d'or consécutifs en 1978 et 1979 sous les couleurs de Hambourg. Avec Liverpool, il a également remporté la Coupe d'Europe des clubs champions en 1977. Il compte 63 sélections et 21 buts avec l'Angleterre, avec laquelle il a participé à la Coupe du monde 1982. Figure emblématique des années 1970, « King Kev » dépassait largement le cadre du football. Son style, sa popularité et ses apparitions médiatiques en avaient fait l'une des premières grandes stars mondiales du ballon rond.

ARGENTINE

LIONEL MESSI NE COMPTE PAS RACCROCHER

Même s'il a probablement disputé sa dernière Coupe du monde, Lionel Messi n'a pas encore tourné la page de la sélection argentine. Après la perte du titre mondial, l'octuple Ballon d'Or, très ému au coup de sifflet final, a partagé sa tristesse sur Instagram tout en rendant hommage au parcours de l'Albiceleste. « La douleur est immense et cette blessure mettra du temps à cicatriser. Mais je garde aussi en mémoire tous les bons moments », a-t-il écrit, saluant le travail du groupe et le soutien du peuple argentin. Selon TyC Sports, Messi ne souhaiterait pas quitter la sélection sur cette note amère. Il pourrait encore disputer quelques rencontres, notamment des matches amicaux, afin de faire ses adieux devant son public. La fin de son aventure internationale approche, mais le capitaine argentin n'a pas encore annoncé sa retraite.



DES MILLIARDS DE DOLLARS EN JEU

UN JACKPOT HISTORIQUE POUR LA FIFA

La Fédération internationale de football (FIFA) devrait enregistrer des recettes financières sans précédent grâce à la Coupe du monde 2026, qui s'annonce comme l'édition la plus rentable de l'histoire de la compétition. Selon plusieurs sources, dont le quotidien britannique The Guardian, les revenus générés par le cycle commercial lié au Mondial 2026 pourraient atteindre des niveaux records, avec des projections dépassant les objectifs initiaux de la FIFA. Certaines estimations évoquent des recettes proches de 15 milliards de dollars, un montant largement supérieur aux revenus enregistrés lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar, qui s'étaient élevés à environ 7,6 milliards de dollars. Cette hausse spectaculaire s'explique notamment par l'augmentation des droits télévisuels, la multiplication des contrats de sponsoring, l'essor des offres d'hospitalité et la forte demande autour de la billetterie. L'élargissement de la compétition à 48 sélections nationales contribue également à renforcer l'attractivité commerciale de cette édition organisée en Amérique du Nord. Lors d'une réunion officielle avec les



associations nationales, le président de la FIFA, Gianni Infantino, aurait mis en avant les performances exceptionnelles des secteurs de l'hospitalité et de la billetterie, considérés comme des sources majeures de revenus. Le marché de la revente des billets, encadré par la FIFA, représente également une part importante de cette croissance. Ces recettes record devraient permettre à l'instance internationale d'augmenter son soutien financier aux fédérations nationales et de consolider la position de Gianni Infantino à l'approche des prochaines élections à la présidence de la FIFA. Malgré ce succès économique annoncé, certaines décisions liées à l'organisation de la compétition continuent de susciter des critiques, notamment en Europe, où plusieurs polémiques ont accompagné les choix sportifs et réglementaires de la FIFA.

CLASSEMENT FIFA

Les Verts en recul

Malgré son parcours jusqu'aux 16es de finale de la Coupe du monde 2026, l'Algérie occupent la 29e position mondiale et reste la quatrième meilleure sélection africaine.

La sélection algérienne de football a perdu une place et occupe le 29e rang au classement mondial de la FIFA du mois de juillet, publié ce lundi par l'instance internationale sur son site officiel, après la finale de la Coupe du monde 2026.

L'équipe nationale avait atteint les 16es de finale du Mondial avant d'être éliminée par la Suisse (2-0). Au total, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez ont disputé quatre matchs, avec un bilan d'une victoire contre la Jordanie (2-1), un nul face à l'Autriche (3-3) et deux défaites dont une face au finaliste l'Argentine (3-0).

Avec un total de 1 576,80 points, les Verts sont logés à la quatrième place africaine devançant notamment l'Egypte qui avait atteint les 8es de finale de



la Coupe du monde 2026, éliminée par l'Argentine (3-2) après avoir mené au score (2-0).

Sacrée championne du monde pour la deuxième fois de son histoire après avoir battu l'Argenti-

ne en finale du Mondial 2026 dimanche soir (1-0 après prolongations), l'Espagne reprend également la première place du classement FIFA.

La Roja, championne d'Euro-

pe en 2024, occupait déjà le deuxième rang du classement lors de sa publication le 11 juin, le jour du début de la compétition. L'Espagne avait déjà été première du classement FIFA entre septembre 2025 et janvier 2026, mais aussi pendant de nombreux mois entre 2008 et 2014, alors qu'elle avait successivement triomphé à l'Euro 2008, au Mondial 2010 puis à l'Euro 2012.

L'Argentine, championne en 2022 et première avant le Mondial, recule à la deuxième place après sa défaite en finale. L'Angleterre, victorieuse du match pour la 3e place face à la France en coupe du monde (4-6), reste à la 4e place.

La prochaine mise à jour du classement FIFA est prévue le 7 octobre.

ES TUNIS

Al-Ahly Tripoli s'offre Mohamed Amine Tougai

Après près de sept saisons à l'Espérance Sportive de Tunis, Mohamed Amine Tougai s'apprête à rejoindre Al-Ahly Tripoli. Le défenseur international algérien de 26 ans devrait signer un contrat de trois ans avec le club libyen, pour un transfert estimé à plus de deux millions de dollars. Arrivé à l'EST en 2020 en provenance du NA Hussein Dey, Tougai a remporté cinq championnats de Tunisie, une Coupe de Tunisie et une Ligue des champions de la CAF. Les deux clubs auraient trouvé un accord, l'officialisation étant attendue prochainement.

MC ORAN

Mouad Haddad, septième recrue estivale

Le MC Oran a officialisé, avant-hier, l'arrivée du défenseur central Mouad Haddad en vue de la saison 2026-2027. Le joueur s'est engagé avec les « Hamraoua » jusqu'en juin 2029, devenant ainsi la septième recrue du club durant ce mercato estival. Âgé de plusieurs expériences au plus haut niveau du football algérien, Haddad a notamment porté les couleurs du MC Alger et du CR Belouizdad, avant de poursuivre sa carrière à l'étranger, avec des passages en Libye puis au Koweït. Cette nouvelle signature s'inscrit dans la politique de renforcement menée par la direction oranaise, désireuse de bâtir un effectif capable de jouer les premiers rôles lors du prochain exercice.

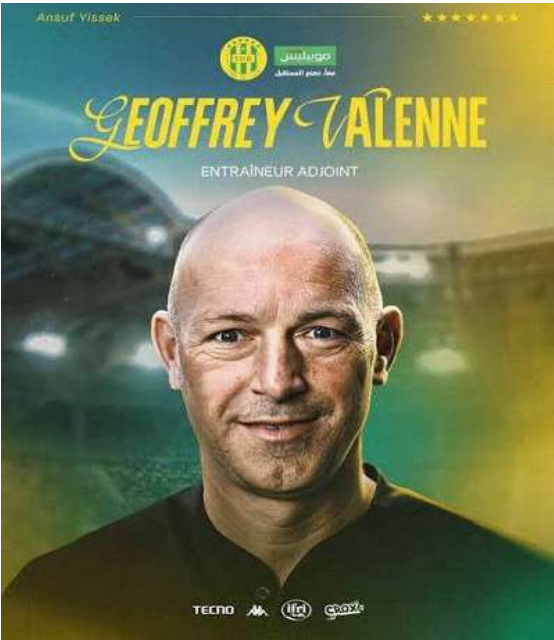
JS KABYLIE

Le belge Geoffrey Valenne rejoint le staff technique

La JS Kabylie a annoncé, avant-hier, la nomination du technicien belge Geoffrey Valenne au poste d'entraîneur adjoint de son équipe première, qui évolue en Ligue 1 Mobilis de football.

Dans un communiqué publié sur son site officiel, le club précise que Geoffrey Valenne intègre le staff technique afin d'apporter son expertise et son savoir-faire à l'encadrement de l'équipe première.

La JS Kabylie souligne que son nouvel entraîneur adjoint dispose d'une « solide expérience dans le football professionnel » et lui souhaite « pleine



réussite dans ses nouvelles fonctions ».

Le club n'a pas préci-

sé la durée du contrat ni les détails de la mission confiée à Geoffrey Valen-

ne. Pour rappel, le staff technique compte déjà deux autres entraîneurs adjoints : Ahmed Walid Cherchari et Karim Hendou.

La JS Kabylie a confié, cette saison, la barre technique du club au technicien algérien Karim Belhocine. Âgé de 48 ans, ce dernier a rejoint la JS Kabylie avec une expérience acquise dans le football professionnel européen, notamment en Belgique, où il a occupé plusieurs fonctions techniques et dirigé différentes équipes. Son parcours s'est construit au fil des années autour de valeurs telles que le travail, la rigueur et la gestion des groupes.

COUPE D'ALGÉRIE JUNIORS DE BOXE

La compétition programmée du 26 au 30 juillet à Oran

La Coupe d'Algérie 2026 de boxe (Juniors/Garçons) se tiendra finalement du 26 au 30 juillet au Palais des Sports Hamou Boutlilil d'Oran, a annoncé la Fédération algérienne de boxe (FAB). Initialement prévue du 18 au 23 juillet, la compétition avait été reportée sur instruction du wali d'Oran, en raison de la suspension des manifestations sportives dans la wilaya après le drame de l'établissement de l'Enfance assistée de Mohammadia (Alger). Les engagements devront être confirmés au plus



tard le jeudi 23 juillet à minuit. Les boxeurs devront présenter, en plus des documents adminis-

tratifs requis, un certificat négatif de consommation de produits prohibés.

SERIA A

La Roma et l'Inter s'intéressent à Rafik Belghali

Malgré la relégation de l'Hellas Vérone en Serie B, Rafik Belghali garde une belle cote en Italie. Le latéral droit algérien de 24 ans attire notamment l'attention de l'AS Roma et de l'Inter Milan.

Auteur de bonnes prestations avec les Verts lors de la Coupe du monde 2026, Belghali a confirmé son potentiel après une première saison en Serie A marquée par 26 apparitions et deux buts avec Vérone, malgré quelques blessures à la cheville.

Selon Foot Mercato, la Roma en aurait fait une priorité pour renforcer son côté droit après le départ de Zeki Çelik, tandis que l'Inter le suivrait pour anticiper un éventuel remplacement de Denzel Dumfries.

Déjà courtisé par la Fiorentina et Bologne, l'international algérien pourrait quitter Vérone cet été. Son club réclamerait environ 15 millions d'euros, avec une préférence pour un prêt assorti d'une option d'achat obligatoire. Rafik Belghali semble donc bien parti pour poursuivre son aventure au plus haut niveau de la Serie A.

EREDIVISIE

Ramiz Zerrouki de retour au FC Twente

C'est officiel : Ramiz Zerrouki quitte définitivement le Feyenoord Rotterdam et s'engage avec le FC Twente jusqu'en juin 2030. Après un prêt réussi la saison dernière, l'international algérien retrouve donc le club d'Enschede.

Arrivé à Feyenoord en 2023 en provenance de Twente pour plus de sept millions d'euros, le milieu de terrain de 28 ans n'a jamais réussi à s'imposer comme un titulaire régulier. Il aura disputé 65 matchs sous les couleurs du club de Rotterdam, avec deux buts et une passe décisive à son actif, tout en remportant la Coupe des Pays-Bas et en participant à plusieurs rencontres de Ligue des champions.

Courtisé notamment par la Lazio Rome, Zerrouki a finalement choisi la stabilité en poursuivant son aventure aux Pays-Bas. Il espère désormais retrouver son meilleur niveau et relancer sa carrière avec le FC Twente.

PREMIER LEAGUE

Hull City s'intéresse à Yacine Titraoui

Yacine Titraoui pourrait bientôt découvrir la Premier League. Selon plusieurs sources, Hull City aurait entamé des démarches pour recruter le milieu de terrain algérien lors de ce mercato estival. Promus dans l'élite anglaise, les Tigers cherchent à renforcer leur entreeu avec un joueur créatif et technique. Le profil de Titraoui, apprécié pour sa vision du jeu, sa qualité de passe et sa maîtrise sous pression, correspond aux besoins du club.

À 22 ans, l'international algérien suscite un intérêt grandissant après ses performances remarquées en Belgique, où ses qualités lui ont valu le surnom de « Verratti algérien ».

Son club serait prêt à étudier des offres comprises entre 8 et 10 millions d'euros. Un transfert en Angleterre représenterait une nouvelle étape importante dans la carrière du joueur de Relizane, qui pourrait ainsi renforcer sa présence au sein des Verts.

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

Horizontalement

1- Surveiller quelqu'un secrètement.
2- Qui est inquiète. 3- Symbole du chlore - Possédées en naissant. 4- Prénom de Besson - Notre planète. 5- Qui sont sans vigueur - Idem en abrégé. 6- Graves défauts - Recueil de bons mots. 7- Mois - Cri de douleur. 8- Arbrisseaux grimpants des forêts tropicales. 9- Préposition - A un rang indéterminé mais très grand.

Verticalement

1- Condition d'esclave. 2- Réponses à des questions. 3- Participe passé de pouvoir - Trompée par son conjoint. 4- A cet endroit - Bien propre. 5- Consacrées par une onction - Premier nombre. 6- Seins populaires - Bon copain. 7- Disposer des couleurs selon les nuances - Pas difficile. 8- Alcaloïde de la fève de Calabar. 9- Plante cultivée pour ses fleurs adorantes - Il protège le doigt de la couturière.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Miriade
Miryade
Mirriade
Myriade

Brouiyerie
Broullerie
Brouillerie
Brouilleraie

Longeais
Langais
Langais
Langeais

Tournedisque
Tourne-disque
Tourne-disc
Tourn-disque

Les mots fléchés

DÉCHARGE D'ORDURES NOS SOUS SONT SES SOUÇIS	UN GRAND MANQUE RAMASSAGE DE FRUITS	LES SIENS RETIRER LES ENTRAILLES D'UN POISSON	PIÈCE DE LITERIE SUPER- PUISSANCE	QUI EXPRIME SA GRANDE JOIE	SAINT NORMAND OBSTINÉ	AUROCHS
				AUSSI VEXANT		
QUI MÉRITE UNE SANCTION BOUCLE DE LACET					APPROXI- MATIVE	
			ÉCRASÉE RAMENÉ VERS LES CHASSEURS			
FAIRE FEU LISSERAS			VACCIN PRÉSENTE LES PLATS			FESTIN CANIN
				POUR LUI HURLÉES	FLEUVE D'ITALIE MOT DE LIAISON	
TERRE ÉMERGÉE COLÈRE D'AUTREFOIS		BOUCHES D'OISEAUX REFLETS			LENTILLES NOUVELLES	
		RIGOLOTE RACCOM- MODÉ				DIVINITÉ FÉMININE
CHANGEANT DE POSTE	MARCHE À PETIT PAS MONSIEUR ANONYME				DISQUE COMPACT IMPOSER SA LOI	
			APPREND VENUE AU MONDE			
DIEU DES OCÉANS LE DO D'ANTAN				PREND POUR CIBLE PAS BEAUCOUP		
	EN BOURGO- GNE BUÉE		GENRES NOM D'UN CHIEN			
FEMME D'ADAM TRÈS FROIDE		POUR MOI PRIS LA POUDRE D'ESCAPETTE		LE SOLEIL S'Y LÈVE DEUXIÈME JOUR		TRAVAIL D'ARAIGNÉE
			ACTIONNÉ PETIT COURS D'EAU	SAISON CHAUDE FÉLIN D'AMÉRIQUE		
BON SERVICE AU TENNIS	ACCRO- CHERA SES VÊTEMENTS SOLUTION DE L'ÉNIGME			PAS UN AMATEUR BIEN MAL DIT		ON S'Y COUCHE !
		ÉPUISÉ À L'INTÉRIEUR DE			AVANT NOUS MÉTAL PRÉCIEUX	
FAIBLE CLARTÉ SANS ÉCLAT			TEL UN IMMEUBLE DÉTRUIT			
			TOUR DE MOSQUÉE			

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Nom d'une arme

ACARIEN
ADDITION
AGAÇANTE
AGENCE
ALGÉROIS
AMAIGRI
BANANE
BRÉCHET
CARÊME
CÉLIBATAIRE
CORNÉE
CRÊTE
CRI
DÉFOULÉ
ÉGALITÉS
ESCARPEMENT
ESTIME
FÉMINITÉ
GARE
GÂTEAU

GRENOUILLE
ICONOCLASTE
KAZAKHSTAN
LUNDI
MAGASINAGE
MENUE
MOU
MUET
MULETTE
MYRIADE
NAPHTOL
OCÉAN
OCTAVE
OLIVE
ONCTUEUSE
OPÉRER
POISSONNIER
RADICAL
RÉFRACTEUR
RENSEIGNER

RISQUE
SARDINES
SCEAU
SILO
SODIQUE
SOLEIL
SOMNOLENCE
SORTE
SOURDINGUE
SWING
TANGAGE
TASSILI
TATOUÉES
TAXE
TROUSSE
VANITÉ
VIE
VIOLET
VOLAILLE

S	O	U	R	D	I	N	G	U	E	A	A	L	G	E	R	O	I	S
R	O	R	E	N	S	E	I	G	N	E	R	N	E	I	R	A	C	A
R	T	M	U	E	T	R	E	I	N	N	O	S	S	I	O	P	O	S
E	E	A	N	T	A	S	S	I	L	I	V	A	N	I	T	E	N	O
F	L	S	M	O	E	M	A	G	A	S	I	N	A	G	E	B	O	L
R	O	I	E	I	L	E	L	L	I	U	O	N	E	R	G	R	C	E
A	I	L	X	A	G	E	N	C	E	E	H	C	A	T	A	E	L	I
C	V	O	A	C	O	R	N	E	E	O	L	I	V	E	R	C	A	L
T	N	E	T	R	O	S	I	C	R	E	T	E	E	T	H	S	E	C
E	A	E	G	A	G	N	A	T	E	E	I	V	S	E	E	E	T	R
U	T	T	A	T	O	U	E	E	S	B	R	A	S	M	L	T	E	I
R	S	S	T	M	E	N	U	E	O	N	C	T	U	E	U	S	E	A
N	H	C	E	O	E	Q	L	G	L	E	L	C	O	R	O	N	S	T
E	K	E	A	U	I	L	N	A	U	D	L	O	R	A	F	A	T	A
I	A	A	U	D	I	I	B	A	N	A	N	E	T	C	E	E	I	B
T	Z	U	O	A	W	S	A	R	D	I	N	E	S	H	D	C	M	I
I	A	S	L	S	E	U	Q	S	I	R	R	E	R	E	P	O	E	L
D	K	O	L	A	C	I	D	A	R	Y	S	E	T	I	L	A	G	E
D	V	F	E	M	I	N	I	T	R	E	M	U	L	E	T	T	E	N
A	G	A	C	A	N	T	E	E	N	E	M	E	P	R	A	C	S	E

SOLUTIONS
DES JEUX PRECEDENTS
MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
ECRABOUILLEES - CARESSEE - SOU - PI - INSURGES - I - DEFI - ROSSEES - NEM - SEPT - TUAS - NEE - MESS - LUE - STUPEUR - PIEDS - ETIRE - GELEES - PLIER - TRES - VE - LE - ECHEC - SI - ZERO - ARCHIPEL - MERS - ISERE - I - JE - GOAL - SACRE - NOUILLE - NIER - ETRE - LEST - MUR - EIDER - EBENE - EPELER - BUNIS.

VERTICALEMENT
ACCIDENTELLEMENT - P - RA - EMEUTIERE - OREE - TARIF - EPIE - ORGUEIL - BENIS - ERRE - SOI - DE - BOSS - EMUE - CA - ALLER - USURPER - THRILLER - FIEROTS - GRECS - ES - B - LEGS - SPEECHES - TER - AL - EST - ILS - IRAN - BU - ESSEULEE - SPECIMEN - NEO - EAUDEVIE - REUNI - SUISSESSE - LIERRES.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
1- ADRAR - ETES. 2- TOI - EUROPE. 3- RUSEES - NIL. 4- ET - GLAND - L. 5- EROS - ORNE. 6- TROU - OTEE. 7- E - STERE - CI. 8- NIE - RARETE. 9- DRAREG - PAN. 10- SEUE - ETIRA.

VERTICALEMENT
1- ATRE - TENDS. 2- DOUTER - IRE. 3- RIS - ROSEAU. 4- A - EGOUT - RE. 5- REEL - ERE. 6- USA - ORAGE. 7- ER - NOTER - T. 8- TONDER - EPI. 9- EPI - NECTAR. 10- SELLE - IENA.

4x4

Chenapan - Dysentérique
Fanfaronnade - Gondolier

BIFFE-TOUT : PHOTOCOPIE



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

LE MYSTÈRE DE LA
COUPE DANS UN SAC
EN PLASTIQUE

Marc Cucurella fait sensation après le sacre mondial de 2026. Filmé dans les rues de New York, le défenseur espagnol a surpris les internautes en transportant un trophée de la Coupe du monde dans un simple sac en plastique transparent. Mais il ne s'agissait pas de l'emblématique Coupe en or, déjà de retour au siège de la FIFA à Zurich, plutôt d'une réplique miniature en Lego remise par l'instance mondiale à chaque joueur champion du monde. La scène, devenue virale avec plus d'un demi-million de vues, a suscité amusement et admiration sur les réseaux sociaux, où Marc Cucurella est salué pour son humour, sa décontraction et sa simplicité loin des codes habituels de la célébrité sportive.



9/10
BTS & SPEED :
LE CHOC



En marge de la finale du Mondial 2026, le célèbre streamer IShowSpeed a créé l'événement en rencontrant le groupe BTS en coulisses. Sa réaction spectaculaire, ponctuée par son traditionnel salto arrière, a rapidement enflammé les réseaux sociaux, générant plus de 105 000 vues. Si de nombreux fans ont qualifié cette séquence d'instant culte, d'autres internautes ont critiqué l'attitude jugée excessive du vidéaste face au calme et à la retenue des stars sud-coréennes, provoquant un débat animé en ligne.

8/10

LA
FIGUE
FAIT
PARLER

Les premières figues de Béjaïa font leur apparition sur les étals, avec un prix de lancement atteignant 1 250 DA le kilogramme. L'arrivée de ce fruit emblématique a rapidement attiré l'attention sur les réseaux sociaux, où les images partagées ont dépassé les 55 000 vues. Entre satisfaction de retrouver une production très appréciée et critiques face à un tarif jugé élevé, les internautes expriment des avis contrastés sur le retour de la figue de Béjaïa dans les marchés.



7/10

CHERKI A-T-IL DIVISÉ
LES BLEUS ?

Selon les révélations de l'influenceur Aqababe, l'intégration de Rayan Cherki au sein de l'équipe de France durant la Coupe du monde 2026 aurait été marquée par des épisodes contrastés. D'abord salué pour son enthousiasme et sa bonne humeur, le milieu offensif aurait ensuite provoqué certaines tensions en interne. Déçu par son temps de jeu limité, il aurait multiplié les plaisanteries, les remarques sur les choix tactiques et certaines critiques visant des coéquipiers, dont Adrien Rabiot et Mike Maignan. Une attitude qui aurait fini par irriter plusieurs cadres du groupe ainsi que le staff, transformant le joueur en sujet de discussion au sein du vestiaire. Avec plus de 40 000 réactions en ligne, les internautes restent divisés : certains accordent du crédit à ces révélations, tandis que d'autres dénoncent une mise en cause excessive de Cherki et appellent à la prudence face à des informations non confirmées.



6/10

L'ALBICÉLESTE VOIT
ROUGE

L'après-finale du Mondial entre l'Espagne et l'Argentine (1-0) continue d'alimenter les débats sur les réseaux sociaux. Plusieurs vidéos diffusées en ligne montrent des joueurs argentins contestant vivement certaines décisions arbitrales et des échanges tendus avec leurs adversaires après le coup de siflet final. Dans le même temps, Lionel Messi est largement salué pour son attitude, après avoir pris le temps de féliciter les joueurs espagnols malgré la défaite. Selon plusieurs médias, la FIFA pourrait se pencher sur ces incidents. Avec plus de 12 000 réactions, les internautes restent partagés : certains dénoncent des comportements jugés antisportifs, tandis que d'autres évoquent la déception d'une finale perdue et rappellent les polémiques liées à l'arbitrage.

5/10

BINGHI DANS
«YOUZARSIF» S'ÉTEINT

Le monde du cinéma est en deuil après la disparition de l'acteur iranien Hamid Reza Dashti, décédé à l'âge de 63 ans des suites d'une crise cardiaque. Connu du grand public pour son interprétation du prêtre Binghi dans la série culte « Youzarsif », consacrée à la vie du prophète Youssouf (QSSSL), l'acteur laisse derrière lui une œuvre qui a marqué plusieurs générations de téléspectateurs. L'annonce de sa disparition a provoqué une forte émotion sur les réseaux sociaux, où les hommages se multiplient, avec plus de 11 000 vues enregistrées. Entre souvenirs d'enfance et admiration pour son jeu d'acteur, les internautes saluent son talent, notamment dans ses scènes face au personnage de Poutiphar, et rendent hommage à une figure emblématique du petit écran.

4/10

MANEL HADLI S'EXPLIQUE

La chanteuse Manel Hadli a réagi sur Instagram à sa participation à un concert organisé à Skikda le jour du drame qui a endeuillé l'Algérie. Dans un communiqué, elle affirme ne pas avoir été informée de la tragédie au moment de monter sur scène et explique n'avoir appris la nouvelle qu'après la fin du spectacle, exprimant son profond choc. Elle a également adressé ses sincères condoléances aux familles des victimes, assurant qu'elle aurait renoncé à se produire si elle avait eu connaissance de la gravité de la situation. Avec plus de 4 200 réactions sur les réseaux sociaux, les avis restent partagés entre les internautes qui jugent ses explications convaincantes et ceux qui estiment qu'une meilleure vérification des informations aurait été nécessaire avant sa prestation.



3/10

OVO : LE LOGO
QUI PORTE
MALHEUR ?

Drake a une nouvelle fois subi un revers spectaculaire dans ses paris sportifs. Le rappeur canadien a perdu les 2,5 millions d'euros engagés sur une victoire de l'Argentine face à l'Espagne en finale, ravivant les commentaires autour de sa réputation de « chat noir ». Avec plus de 1 100 réactions sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes algériens ont établi un parallèle avec l'hybou, symbole populaire souvent associé à la malchance dans la culture algérienne. Certains rappellent également que le logo OVO, le label du rappeur, arbore justement une chouette, alimentant davantage les plaisanteries autour de cette nouvelle déconvenue.



2/10

UN GESTE, UN INCENDIE

Face aux fortes chaleurs et à la persistance de la sécheresse, les bouteilles en verre, les canettes et les déchets abandonnés dans les forêts constituent un facteur de risque supplémentaire de déclenchement d'incendies. Avec plus de 800 réactions sur les réseaux sociaux, les internautes alertent sur les conséquences de ces comportements liés à la négligence humaine, qui peuvent accélérer la propagation des feux et provoquer de lourds dégâts environnementaux. Les visiteurs sont appelés à adopter des gestes responsables en emportant leurs déchets afin de préserver les espaces naturels. De nombreux internautes dénoncent l'incivisme de certains et demandent un renforcement des sanctions contre les personnes qui dégradent les forêts.

1/10

GASPILLAGE AU BUFFET
EN TUNISIE



Une photo montrant une table recouverte de nombreux plats presque intacts dans un hôtel en Tunisie provoque une vive controverse sur les réseaux sociaux. Selon les informations relayées, 23 assiettes auraient été servies pour seulement deux personnes, ravivant le débat sur le gaspillage alimentaire dans les établissements proposant des formules all inclusive. Si le concept de buffet à volonté est parfois accusé d'encourager les excès, les professionnels du secteur sont invités à mieux ajuster les quantités servies. En l'absence de données précises, l'ampleur réelle du phénomène reste difficile à mesurer. Avec plus de 500 réactions, une large majorité d'internautes dénonce un gaspillage jugé excessif et appelle les hôtels comme les touristes à adopter des pratiques plus responsables.

À LA TÊTE DU HAMAS

Khalil al-Hayya face aux défis de l'après-7 octobre

L'accession de Khalil al-Hayya à la présidence du bureau politique du Hamas marque une nouvelle étape pour le mouvement palestinien, engagé dans l'une des périodes les plus critiques de son histoire depuis sa fondation en 1987.

Alors que la guerre à Gaza se poursuit dans un climat de tensions régionales accrues, le nouveau dirigeant prend les commandes d'une organisation confrontée à des défis majeurs sur les plans militaire, politique et diplomatique. Les choix opérés au cours de son mandat pourraient peser durablement sur l'avenir du mouvement.

La nomination de Khalil al-Hayya intervient dans un contexte marqué par le conflit déclenché après l'attaque du 7 octobre 2023 contre Israël. Figure de premier plan au sein du Hamas, il est présenté comme l'un des proches collaborateurs de Yahya Sinouar, dont il fut l'adjoint à Gaza. Les deux hommes partageaient une orientation stratégique fondée sur le renforcement de ce que le mouvement désigne comme «l'axe de la résistance».

Selon des sources proches du Hamas, les partisans de Yahya Sinouar auraient joué un rôle déterminant dans le soutien à sa candidature lors de l'élection du bureau politique. Cette dynamique lui aurait permis de s'imposer face à Khaled Mechaâl, ancien dirigeant du mouvement, après une compétition interne particulièrement serrée.

À l'issue du scrutin, Khaled Mechaâl a reconnu la décision du Conseil consultatif (majlis al-choura) et exprimé sa volonté de coopérer avec la nouvelle direction. Pour certains observateurs proches du dossier, cette déclaration vise également à préserver l'unité interne après une période



de fortes rivalités au sein de l'organisation.

LA RELATION AVEC L'IRAN, UN ENJEU STRATÉGIQUE

Parmi les dossiers prioritaires du nouveau chef du bureau politique figure l'évolution des relations entre le Hamas et l'Iran. Khalil al-Hayya est considéré par plusieurs observateurs comme favorable au renforcement du partenariat avec Téhéran, avec lequel il entretient des relations établies depuis plusieurs années.

Les félicitations adressées par Esmâïl Qaâni, commandant de la Force al-Qods des Gardiens de la révolution iraniens, ont été perçues comme un signe de continuité dans cette coopération stratégique.

Au sein du Hamas, les responsables récuse, toutefois, l'existence de courants opposés sur

cette question. Ils affirment que la politique extérieure du mouvement repose sur des décisions collectives et un équilibre entre ses différentes composantes.

L'Iran reste considéré par plusieurs cadres du mouvement comme un partenaire majeur en raison de son soutien politique, financier et militaire. Dans le même temps, le Hamas chercherait à maintenir des relations avec d'autres acteurs régionaux afin de préserver ses marges diplomatiques.

UN ÉQUILIBRE DIPLOMATIQUE DIFFICILE À PRÉSERVER

Au-delà de ses relations avec Téhéran, Khalil al-Hayya devra composer avec un environnement régional complexe. Les liens avec le Qatar, acteur central dans les médiations sur Gaza, la Turquie,

partenaire politique du mouvement, ainsi que l'Égypte, interlocuteur incontournable dans les négociations, figureront parmi les dossiers prioritaires.

Le nouveau dirigeant devra également gérer les relations avec les différentes capitales arabes et régionales dans un contexte marqué par une recomposition des équilibres géopolitiques.

Des responsables du Hamas estiment que Khalil al-Hayya cherchera à consolider les alliances existantes tout en maintenant des canaux de communication avec d'autres acteurs internationaux. Ils rappellent notamment son implication dans plusieurs cycles de négociations indirectes avec des responsables américains dans le cadre des discussions sur une éventuelle trêve à Gaza.

LE CESSEZ-LE-FEU, UN DÉFI IMMÉDIAT

La priorité immédiate du nouveau dirigeant reste la recherche d'un accord susceptible de mettre fin durablement aux hostilités dans la bande de Gaza.

En tant que chef de la délégation de négociation du Hamas, Khalil al-Hayya a déjà participé à plusieurs discussions relatives aux cessez-le-feu et dispose d'une expérience significative dans les processus de médiation régionale. Selon des responsables du mouvement, les décisions liées aux négociations continueront d'être prises par les instances dirigeantes collectivement, malgré son accession à la tête du bureau politique.

Les cadres basés à Gaza affir-

ment que le nouveau dirigeant bénéficie du soutien des différentes composantes du mouvement, qui considèrent l'arrêt de la guerre comme une condition essentielle à tout règlement durable.

LA QUESTION DE L'ARSENAL MILITAIRE

La question des armes demeure l'un des dossiers les plus complexes auxquels Khalil al-Hayya devra faire face. Selon plusieurs sources internes, une partie importante des responsables du Hamas demeure opposée à un désarmement complet et privilégierait plutôt un accord de longue durée prévoyant une suspension des hostilités.

Des discussions porteraient néanmoins sur différents mécanismes visant à encadrer l'utilisation des armes ou à établir des modalités de supervision indirecte par des acteurs extérieurs, sans remettre en cause leur existence.

Ces propositions restent, toutefois, soumises aux débats internes. Les responsables du mouvement soulignent qu'aucune décision stratégique sur cette question ne pourra être prise par le seul chef du bureau politique et devra résulter d'un consensus au sein de la direction.

À la tête d'un mouvement confronté à une guerre prolongée, à des négociations difficiles et à un paysage régional en mutation, Khalil al-Hayya entame un mandat dont les décisions pourraient déterminer l'évolution future du Hamas, tant sur le plan politique que militaire.

R. N.

LE DROIT À LA NATIONALITÉ EN AFRIQUE

Maya Fadel Sahli porte la voix de l'Algérie

La présidente du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Maya Fadel Sahli, a participé, hier, à Yaoundé (Cameroun), au cours académique sur le «Droit à la nationalité et à l'éradication de l'apatridie», organisé par la Commission de l'Union africaine et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à l'Université d'Afrique centrale. Elle y animera une conférence consacrée au «Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux aspects spécifiques de la nationalité et à l'éradication de l'apatridie en Afrique», abordant ses fondements juridiques, ses défis de mise en œuvre et ses perspectives pour la protection du droit à la nationalité. Ancienne membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (2011-2023) et autrice de ce protocole, Maya Fadel Sahli partagera son expertise dans l'élaboration de cet instrument juridique continental visant à renforcer la lutte contre l'apatridie en Afrique.

AUTHENTIFICATION DES DIPLÔMES ET DOCUMENTS UNIVERSITAIRES

Un bureau Apostille à l'Université d'Alger 1

L'Université d'Alger 1 Benyoucef-Benkhedda a inauguré, hier, un bureau de l'Apostille destiné à l'authentification des diplômes et des documents universitaires, dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles mesures visant à simplifier les démarches administratives des étudiants et des diplômés.

La création de cette structure répond aux décisions des pouvoirs publics accordant aux établissements universitaires la compétence d'assurer l'ensemble de la procédure d'authentification au sein d'un même espace. Cette initiative met ainsi fin aux déplacements entre les universités, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère des Affaires étrangères.

Le recteur de l'Université d'Alger 1, Ammar Haiahem, a expliqué que ce nouveau dispo-



sitif permet désormais aux usagers d'effectuer toutes les formalités directement au sein de l'université. Les étudiants peuvent ainsi prendre rendez-vous via la plateforme numérique dédiée, déposer les documents à authentifier, lesquels sont vérifiés par les services compétents, avant la fixation d'un second rendez-vous consacré à l'apposition de la vignette Apostille et à la remise des

documents.

Selon le responsable, cette procédure vise à réduire les délais de traitement des dossiers, à limiter les déplacements des étudiants et à rendre le service plus rapide et plus efficace.

Le recteur a également précisé que l'authentification ne concerne pas uniquement les diplômes définitifs, mais l'ensemble des documents délivrés

par l'université, notamment les relevés de notes, les attestations de réussite, les certificats de scolarité ainsi que les autres documents administratifs pouvant être exigés dans le cadre d'études ou de démarches à l'étranger.

Le bureau de l'Apostille assurera ses prestations tout au long de l'année, y compris pendant les périodes de vacances universitaires, grâce à un système de permanence mis en place afin de garantir la continuité du service public.

Cette initiative s'inscrit dans le processus de modernisation de la gestion universitaire et de numérisation des services administratifs, avec pour objectif de rapprocher l'administration de l'utilisateur et de faciliter les démarches liées à la mobilité académique et professionnelle des étudiants et des diplômés.